



## INDUSTRIALISATION

# Le Congo bientôt doté d'une nouvelle raffinerie



Le président Denis Sassou N'Guesso procédant à la pose de la première pierre de construction de la nouvelle raffinerie

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a donné, dimanche 21 février, au village Fouta, dans la sous-préfecture de Tchiamba-Nzassi (Kouilou), le coup d'envoi des travaux de construction de la raffinerie Atlantique Pétrochimie, la deuxième du Congo après la Coraf (Congolaise de raffinage) bâtie à Pointe-Noire, la capitale économique dans les années 1980.

Le projet qui s'achèvera en 2023 est mené par le groupe chinois Beijing Fortune Dingheng Investment spécialisé en matières d'énergie, de commerce électronique et de cimenterie. La future raffinerie est prévue en deux phases, la première pourrait traiter jusqu'à 2,5 millions de tonnes de produits pétroliers par an, la seconde se destinera à l'augmentation des capacités de raffinage de la société et à la pétrochimie.

Page 3

## DIPLOMATIE

### Les chefs d'Etat de la Ceeac et de la Cigrj vont se réunir à Luanda

Le chef de l'Etat congolais, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Denis Sassou N'Guesso, a échangé le 19 février à Brazzaville avec le président de la commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo.

Les deux personnalités ont parlé du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cigrj) qui se tiendra le 27 février prochain à Luanda en Angola.

Page 16

## DÉVELOPPEMENT DU SPORT

### La Fifa inaugure le bureau Afrique centrale à Brazzaville

Le président de la Fédération internationale de football association (Fifa) Gianni Infantino a procédé le 20 février à l'ouverture du bureau régional de développement de la Fifa pour l'Afrique centrale. L'ouverture dudit bureau

régional est l'aboutissement de l'accord de siège signé le 29 novembre 2019 entre le gouvernement congolais et la Fifa. « La Fifa est une organisation qui se veut être à l'écoute des fédérations. Nous devons travailler ensemble. On a déjà commencé avec notre programme Forward, un programme qui aide les fédérations et qui nous a permis de multiplier par cinq les investissements », a expliqué le président de la Fifa.

Page 13

## PRÉSIDENTIELLE 2021

### Les ex-combattants appelés à préserver la paix dans le Pool

Conscients que les élections constituent un moment de fortes tensions, les filles et fils du Pool ont été invités au vivre-ensemble et à une coexistence fraternelle et harmonieuse. L'appel a été lancé le 20 février à Kinkala au cours d'une rencontre citoyenne présidée par Isidore Mvouba. « Nous exhortons et encourageons les ex-combattants à continuer à préserver la paix si chère à la population du Pool et à notre pays, et à s'abstenir de tout acte de nature à porter atteinte aux libertés fondamentales des citoyens », peut-on lire dans une déclaration



Une vue des cadres du Pool pendant la rencontre citoyenne rendue publique par Helot Matson Mampouya, natif du Pool.

Page 4

## ASSAINISSEMENT

### Mise au point d'Averda sur l'article intitulé : « A l'heure de Covid-19, Averda se relâche »

Page 6

## Editorial

### Bons gestes

Page 2

## ÉDITORIAL

## Bons gestes

Entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran se profile depuis quelques jours une lueur d'espoir susceptible de déteindre positivement sur le cours des relations internationales. En particulier au Proche et Moyen-Orient.

Les deux ennemis historiques tentent de renouer les fils du dialogue pour débattre entre autres de l'accord nucléaire de 2015 et ainsi envisager l'avenir sous de meilleurs auspices.

Il ne s'agit pas pour l'instant d'un grand rapprochement tant les points de friction demeurent nombreux et fortement ancrés dans les préoccupations géostratégiques des deux parties.

Le soutien supposé de Téhéran aux groupes qualifiés de terroristes par Washington, le conflit israélo-palestinien et ses lourdes ramifications, la guerre syrienne ajoutée à celle qui se poursuit au Yémen et les tensions au Liban sont des sujets sur lesquels Américains et Iraniens font prévaloir leurs intérêts divergents.

Ce tableau peu reluisant indique qu'il faut beaucoup de temps pour parvenir à une détente dans la relation américano-iranienne, beaucoup de facilitateurs aussi pour maintenir une pression intelligente entre les deux belligérants.

Ce que les Européens et sans doute aussi les Russes ou encore les Chinois peuvent réussir à faire si les appels qu'ils lancent depuis assez longtemps en faveur de plus de concertation sont entendus par ceux à qui ils s'adressent.

**Les Dépêches de Brazzaville**

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## «La paix au Congo passera par une élection apaisée», estime François Louncény Fall

En visite de travail à Brazzaville, dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle du 21 mars prochain, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale, François Louncény Fall, a échangé, le 19 février, avec la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) sur le processus électoral en cours au Congo.



François Louncény Fall réceptionnant les manuels électoraux/Adiac

L'entretien entre François Louncény Fall et la coordination de la CNEI, conduite par son président, Henri Bouka, a tourné autour des actes préparatoires du scrutin présidentiel de mars prochain. « Nous avons eu un très grand plaisir d'avoir une séance de travail très ouverte avec la CNEI, sous la conduite de son président qui nous a fourni des informations sur le niveau de préparation de cette élection présidentielle. Nous avons évoqué un certain nombre de questions auxquelles nous avons reçu des réponses. Nous avons estimé et souligné que la paix au Congo passera par une élection apai-

sée », a expliqué le diplomate onusien.

Il a également informé le président de la CNEI de l'organisation, sous peu, des ateliers de formation des journalistes sur la déontologie professionnelle. A cet effet, les Nations unies mettront à la disposition de la partie congolaise leur directeur de la communication du bureau régional. Le but de ces ateliers qui seront organisés durant tout le processus électoral est de faire en sorte que « la déontologie soit respectée surtout contre les discours de violence et de haine. » « Nous avons recueilli auprès du président de la CNEI des informations très utiles et reçu

des documents pertinents sur le niveau de préparation. Selon les discussions que nous avons eues, nous avons la certitude que la CNEI se tient prête pour le jour « J » et que cette élection se passera dans les meilleures conditions de paix, de transparence pour que le Congo continue sa marche vers son développement dans la stabilité », a conclu François Louncény Fall.

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies qui séjourne à Brazzaville depuis le 18 février a rencontré, avant la CNEI, certains acteurs politiques dont les candidats à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

**Parfait Wilfried Douniama**

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PRÉSIDENTIELLE DU 21 MARS

## Denis Sassou N'Guesso entrera en campagne à Pointe-Noire

Candidat à sa propre succession, le président Denis Sassou N'Guesso a annoncé, samedi 20 février à Pointe-Noire, qu'il lancera officiellement sa campagne électorale pour le scrutin du 21 mars prochain dans la capitale économique.

Le chef de l'Etat sortant s'exprimait à l'occasion de sa rencontre dite citoyenne avec les cadres, sages et notabilités de Pointe-Noire et du Kouilou. La campagne électorale en vue de la présidentielle prochaine s'ouvrant le 5 mars pour se clôturer le 19, je vous donne rendez-vous le 4 mars car je dévoilerai mes intentions pour les cinq années à venir à partir d'ici, a-t-il déclaré en substance.

Pour témoigner de leur engagement de le soutenir durant cette élection, les interlocuteurs de Denis Sassou N'Guesso lui ont remis une contribution financière dont le montant n'a pas été dévoilé. Mais le ministre Anatole Collinet Makosso, qui a pris la parole pour l'occasion, a présenté des chéquiers correspondant au candidat.

G.N.S.

## HYDROCARBURES

## Le Congo va se doter d'une deuxième raffinerie

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a donné le 21 février le coup d'envoi des travaux de construction de la raffinerie « Atlantique Pétrochimie », filiale de Beijing Fortune Dingheng Investment, et d'extension de la Centrale à gaz de Djeno dans le district de Tchamba-Nzassi (département du Kouilou).

Cette deuxième raffinerie va couvrir les besoins nationaux et faire du Congo un exportateur des produits raffinés. Elle aura une capacité de production de 5 millions de tonnes par an dont 2,5 millions de tonnes dans sa première phase.

La convention de financement du projet a été signée en novembre 2020 entre le gouvernement congolais et la société chinoise Beijing Fortune Dingheng Investment. La seconde phase du projet sera consacrée essentiellement à l'augmentation des capacités de raffinage et à la pétrochimie.

Les produits finis seront principalement l'essence et le gazole de haute qualité, des produits à usage domestiques tels que le gaz de pétrole liquéfié, le pétrole lampant et le fioul, ainsi que des produits servant de matières premières de l'industrie pétrochimique tels que le propylène, le propane, le naphte hydrogène et de l'acide sulfurique.

Le ministre des Hydrocarbures, Jean-Marc Thystère-Tchicaya a estimé que le Congo pourra, grâce à la nouvelle raffinerie, exporter les produits pétroliers dans le monde et notamment en Afrique.

« L'impératif de construction



Le président Denis Sassou N'Guesso procédant à la pose de la première pierre de construction de la nouvelle raffinerie Adiac

de raffinerie moderne respectueuse de l'environnement doit répondre à cette exigence, mais aussi aux besoins de nos compatriotes en produits finis de qualité, de faire de notre pays à court terme un hub permettant d'exploiter nos produits dans le monde et particulièrement dans la sous-région », a-t-il déclaré.

Le ministre des Hydrocarbures a, par ailleurs, appelé les équipes à travailler sans relâche

afin de respecter les délais de construction.

Signalons que l'entreprise a élaboré un plan de recrutement local détaillé et prévoit d'embaucher cinq mille employés locaux et cadres.

La société s'engage à réaliser les infrastructures communautaires dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises. Elle travaillera avec les autorités compétentes pour formuler des plans du bien-

être social détaillé, tels que la construction d'écoles et des centres médicaux, l'entretien des routes et des dons de bienfaisance adéquats.

S'agissant de l'extension de la centrale à gaz de Djeno, le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Serge Blaise Zoniaba, a souligné que le projet va permettre de soulager les populations en matière d'énergie électrique.

Yvette Reine NZaba

## LE FAIT DU JOUR

## Persévérer

Avec une fierté assumée, les ingénieurs à l'origine de cette performance scientifique, les médias ainsi que les dirigeants des pays partie prenante à l'atterrissage, le 18 février, du robot de la NASA (l'agence spatiale américaine), sur la planète Mars, ont salué un pas de géant sur la longue marche vers la conquête de l'espace par l'homme.

Persévérance est le nom de ce petit engin dont l'effort pour accomplir sa course au grand soulagement de ses instigateurs a duré sept mois. Qui est attendu sur terre d'ici 2030. Aux dires de ces derniers, le Robot a reçu la mission durant son séjour sur la planète rouge de récolter des échantillons devant aider à savoir si la vie a existé là-bas en d'autres temps. De cette façon, l'homme

pourrait se préparer à se trouver de la place pour poursuivre sa propre aventure existentielle de ce côté-là.

Qui en parlait ? Oui, un expert, visiblement excité de cet exploit avançait sur les médias hexagonaux qu'en raison d'énormes problèmes de pollution qui affectent la planète terre désormais, Mars pourrait offrir une vie plus apaisée, moins soumise aux tracasseries terriennes. La terre devrait donc toujours d'après cet analyste ne plus servir à terme qu'à produire les biens matériels divers tandis qu'on dormirait sur ses deux oreilles là-haut.

Préparons-nous tranquillement à faire nos valises pour ce voyage vers le paradis au tout début de la prochaine décennie. 2030 n'est plus loin, on le voit, et les scien-

tifiques sont décidés à ne pas baisser les bras pour atteindre cet objectif. Dans dix ans, les préoccupations des habitants de notre merveilleuse écorce terrestre seront biens différentes, le revêt vaut le coup d'être tenté.

Quelques questions taraudent tout de même l'esprit : dans sa quête perpétuelle des savoirs, l'homme a soumis la terre à une pression irrésistible au point de la rendre en partie invivable. Elle conserve néanmoins encore des bandes entières vierges, le cas d'une zone comme le bassin du Congo et sans doute bien d'autres. La terre n'a pas non plus livré à ses habitants tous ses secrets. Notre terre peut encore servir et durablement.

S'il y a lieu de saluer la passion qui anime les terriens de pousser loin

les limites de la connaissance, rien n'indique que s'ils conquièrent Mars et s'y installent, les hommes abandonneront l'instinct prédateur qui les visite depuis toujours. Le voilà toujours dominant et toujours conquérant !

Imaginons un seul instant que surviennent là-haut les guerres de l'ampleur de celles que les humains construisent sur terre depuis la nuit des temps ? Imaginons les conséquences de celles qui pourraient opposer Marsiens et Terriens ? Imaginons tout simplement que l'homme commence par rendre à la terre ce qu'elle lui a donné depuis qu'il a entrepris de la découper en petits morceaux ? On criera alors « justice pour la Terre » avant de lui dire adieu.

Gankama N'Siah

## PRÉSIDENTIELLE 2021

# Les ex-combattants appelés à préserver la paix dans le Pool

Réunis le 20 février à Kinkala, sous la direction du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, les cadres et élus du département du Pool ont invité les ex-combattants à préserver la paix.

Conscients du fait que l'organisation des élections a souvent constitué un moment de fortes tensions, caractérisé par des actes de violence ayant plongé plus d'une fois le département dans l'insécurité, les filles et fils du Pool ont été invités au vivre-ensemble et à une coexistence fraternelle et harmonieuse.

« Nous exhortons et encourageons les ex-combattants à continuer à préserver la paix si chère à la population du Pool et à notre pays, et à s'abstenir de tout acte de nature à porter atteinte aux libertés fondamentales des citoyens », peut-on lire dans une déclaration rendue publique par le président de la Dynamique républicaine pour le développement (DRD), Hellot Matson Mampouya.

Pour eux, le Pool a aussi le droit de vivre en paix afin de ne pas rester en marge du développement à l'instar d'autres parties du pays. Initiée par les parlementaires et dirigeants des partis politiques de la majorité présidentielle, la rencontre citoyenne de Kinkala visait, entre autres, à créer les conditions de soutien à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso à l'élection du 21 mars prochain.



« Dans la perspective de l'élection du président de la République du 21 mars 2021, les ressortissants, cadres et élus du Pool réaffirment leur attachement à la paix, à l'entente, à l'unité et à la concorde nationales comme seule voie de salut pour le Congo et esti-

ment que le candidat Denis Sassou N'Guesso est celui qui incarne le mieux cette voie », ont-ils mentionné dans cette déclaration intitulée « Appel de Kinkala ».

### Reprendre les travaux de construction de la route

Une vue des cadres et élus du Pool/Adiac

### Gambari-Mindouli

Outre « l'Appel de Kinkala », cette rencontre a été marquée par les messages des jeunes, des femmes et des sages et notabilités traditionnelles qui ont, à leur manière, réaffirmé leur soutien au candidat de la majorité présidentielle. Se

félicitant du retour de la paix dans le département, les sages et notabilités traditionnelles du Pool ont invité à la vigilance pour ne pas, disent-ils, céder à la « tentation et à la malice des politiques véreux qui ne se nourrissent que du sang et de la chair ». Ils lui ont suggéré au chef de l'Etat d'inscrire dans son prochain mandat la reprise des travaux de construction de la route Gambari-Mindouli et l'accélération de l'intégration socio-professionnelle des ex-combattants.

Présidant la rencontre, Isidore Mvouba a indiqué que le candidat Denis Sassou N'Guesso était à même de relever les défis les plus complexes qui se posent et se poseront au Congo. « Nous avons exprimé cette forte volonté de faire de telle sorte que le président soit réélu de la manière la plus brillante qu'il soit à l'élection présidentielle de mars prochain. Ratissez large et travaillez pour lui garantir la victoire », a dit le président de l'Assemblée nationale.

Notons que cette déclaration dite « Appel de Kinkala » et une somme symbolique en guise de contribution des ressortissants, cadres et élus du Pool seront remises au président Denis Sassou N'Guesso.

Parfait Wilfried Douniama

**« Nous exhortons et encourageons les ex-combattants à continuer à préserver la paix si chère à la population du Pool et à notre pays, et à s'abstenir de tout acte de nature à porter atteinte aux libertés fondamentales des citoyens »**

## La Lékoumou se mobilise en faveur de Denis Sassou N'Guesso

Les cadres du département de la Lékoumou vivant à Brazzaville se sont réunis le 19 février en présence du Premier ministre, Clément Mouamba, et ont exprimé leur soutien à la candidature du chef de l'Etat à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

Ministres, parlementaires, cadres administratifs, étudiants et autres natifs originaires des cinq districts de ce département ont pris part à la rencontre citoyenne. Celle-ci a été placée sous le thème : « Filles et fils de la Lékoumou, dans l'unité et la cohésion, réitérons notre soutien indéfectible à Denis Sassou N'Guesso ».

A cet effet, Clément Mouamba, en tant que coordinateur de la dynamique, a exhorté les natifs de ce département à exprimer, le 21 mars prochain, un vote dit de « reconnaissance » au profit du président de la République.

« En 2016, la Lékoumou avait très mal voté le chef de l'Etat. Ce que nous lui avons fait à cette élection-là, était à la limite une haute ingratitude. Heureusement, nous nous sommes rattrapés aux élections législatives et locales, qui nous ont permis



Clément Mouamba lors de la collecte des fonds/Adiac

de lui donner beaucoup de députés et de conseillers. Je vous appelle donc à un sursaut beaucoup plus grand », a déclaré Clément Mouamba. Les cadres de la Lékoumou ont, en outre, organisé une collecte spéciale de fonds dont l'argent sera remis au candidat Denis Sassou N'Guesso, à titre de contribution à sa campagne électorale. S'adressant à ses frères et sœurs, le chef du gouvernement a rappelé que la Lékoumou était un département historique. Il compte cinq districts à savoir Sibiti, Komono, Bambama, Zana-ga et Mayéyé, bien soudés, à l'image des cinq doigts de la main. En politique, a renchéri Clément Mouamba, la Lékoumou n'a jamais failli. Cette fois-ci, elle est appelée à témoigner au président de la République toute sa gratitude.

Firmin Oyé

## REVENDEICATIONS SOCIALES

## Les agents de la Sopéco réclament 24 mois d'arriérés de salaire

Totalisant vingt-quatre mois d'impayés, les travailleurs de la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopéco) ont de nouveau revendiqué, les 15 et 16 février, au gouvernement, le paiement de ces arriérés en vue de leur permettre de subvenir aux différents besoins sociaux auxquels ils font face.

« Nous sollicitons l'intervention du président de la République qui a toujours milité et lutté pour le bien-être des Congolais. Nous avons des maisons à payer, mais nous percevons nos salaires avec beaucoup de retard. Aussi, nous sommes payés à l'indice 160 pendant que les travailleurs des autres entreprises sont payés à l'indice 300 », a déploré Gestas Ndzala Ngami, secrétaire général du syndicat des postiers.

Selon lui, les travailleurs se doivent d'user d'une grève ou d'un sit-in pour percevoir leurs droits. « Cette situation commence vraiment à nous fati-

guer. En tant que parents d'élèves et responsables de famille nous devons être à mesure de faire face à certains problèmes et à ce rythme nous mourrons à petit feu », a-t-il déclaré.

À cet effet, ces agents invitent le gouvernement à juguler la crise qui mine la Sopéco. Entreprise d'État, disent-ils, la direction générale a le devoir de saisir les autorités ou le ministère de tutelle si elle ne parvient à gérer cette situation.

« Nous voulons juste que la paix et la cohésion sociale règnent au sein de l'entreprise et mette fin à cette guerre qui ne profite pas à l'entreprise. La direction générale se doit

de prendre des initiatives concrètes afin de régler cette crise », a suggéré Gestas Ndzala Ngami aux responsables de ladite structure.

Toutefois, les agents de la Sopéco sont déterminés à poursuivre des sit-in jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Née des cendres de l'Office National des Postes et Télécommunications par ordonnance n°10 du 1er juillet 2001, la Sopéco est une entreprise publique en pleine restructuration, à caractère industriel et commercial, qui compte actuellement quarante-quatre bureaux à travers le territoire national. Depuis quelques années, elle se trouve dans une situation financière déficitaire.

**Gloria Imelda Lossele**

## FONDS BLEU POUR LE BASSIN DU CONGO

## Institution sous peu de la banque chargée de la gestion des financements

La Commission climat du Bassin du Congo vient d'amorcer la constitution du mécanisme financier dédié à la lutte contre le changement climatique et le développement économique des pays riverains. La future banque aura, entre autres missions, d'administrer le fonds et de définir la stratégie de mobilisation des financements auprès des donateurs.

La sélection de la banque de développement chargée de l'ouverture et de la gestion d'une ligne de financement du Fonds bleu pour le Bassin du Congo va marquer un tournant décisif dans la concrétisation de cette institution créée en mars 2017 à Oyo, dans le département de la Cuvette, dont le but est de mobiliser des ressources nécessaires au financement des projets concourant au développement durable et à la promotion de l'économie bleue.

En effet, l'institution bancaire aura à gérer le pipeline de projets, d'une part en faisant le suivi et l'amélioration de leur maturité et d'autre part, en identifiant de nouveaux projets; à conduire des études techniques destinées à analyser les projets bancables et les impacts socio-économiques, environnementaux et climatiques des projets à venir; à respecter les orientations stratégiques de la Commis-

sion climat du Bassin du Congo et à travailler en étroite collaboration avec cette dernière.

En fonction des modes d'intervention du Fonds bleu, la banque gérante sera chargée de financer les projets, inclus dans leur phase de préparation à travers des études de faisabilité, et de réguler les relations avec le secteur privé dans le cadre de leur participation au financement des projets. La banque sollicitera ces investisseurs privés non pas au niveau de la mobilisation des fonds, mais au niveau de chaque projet en tant que cofinancement. Autrement dit, les investisseurs publics et institutionnels seront sollicités pour abonder la ligne de financement.

« Plus spécifiquement, il s'agira de : élaborer un plan d'affaires pour le Fonds bleu pour le Bassin du Congo ; définir les objectifs d'impact du Fonds bleu, de sa théorie du changement et

la mise en place d'un cadre et de système de gestion d'impact ; proposer un plan d'affaires de 5 et 10 ans, à valider par la Commission climat du Bassin du Congo ; élaborer des politiques et procédures opérationnelles », indique la coordination technique.

Il faut noter que l'idée du Fonds bleu pour le Bassin du Congo a germé à l'issue de la vingt-deuxième conférence des Nations unies sur le climat (COP22), en novembre 2016 à Marrakech, au Maroc. La Commission climat du Bassin du Congo a été mise en place et placée sous la présidence du président Denis Sassou N'Gouesso, qui a pour mission d'assurer la coordination et le suivi de toutes les initiatives visant à concilier la lutte contre les changements climatiques et le développement économique des pays riverains.

La commission regroupe seize États membres que sont : l'Angola; le Burundi; le Cameroun; le Gabon; la Guinée équatoriale; le Kenya; l'Ouganda; la Centrafrique; la République démocratique du Congo; la République du Congo; le Rwanda; le São Tomé-et-Principe; le Soudan du Sud; la Tanzanie; le Tchad et la Zambie.

**F.K.**

## L'ACCÈS AU FINANCEMENT

## Promouvoir le marché de l'affacturage au Congo

Au cours de la récente réunion du Comité national économique et financier (CNEF), le 17 février à Brazzaville, les experts ont invité le gouvernement congolais à mettre en œuvre l'affacturage, un moyen recommandé par la Banque mondiale pour favoriser l'accès au financement pour les entreprises et le paiement rapide des créances.



Les membres du CNEF/Adiac

La pratique de l'affacturage a été consacrée par l'Acte uniforme de l'Ohada (Organisation pour harmonisation en Afrique du droit des affaires), à l'issue de la 42e session du Conseil des ministres de l'institution panafricaine, à Brazzaville en octobre 2016.

Le Congo peine à développer ce nouveau mécanisme financier destiné aux Petites et moyennes entreprises, aux petites et moyennes industries et aux grandes entreprises, malgré les recommandations des partenaires au développement. Rares sont les banques locales qui proposent un contrat d'affacturage aux entreprises et détenteurs de titres de créances. La Banque Postale du Congo, un établissement à capital public, est la première banque du pays à offrir cette possibilité.

En effet, l'affacturage, "factoring" en anglais, est une technique de financement et de recouvrement de créances mise en œuvre par les entreprises pour obtenir un financement anticipé et sous-traiter cette gestion à un établissement de crédit spécialisé appelé l'affactureur, factor en anglais. De façon pratique, il consiste en l'achat ferme par un factor des créances détenues par un fournisseur sur ses clients. Les deux parties à cette opération doivent nécessairement être liées par un contrat d'affacturage.

Mieux, le factoring permet aux entreprises de disposer rapidement de l'argent des factures ou créances, sans en attendre leur échéance. C'est le factor à qui l'entreprise à céder la créance qui avance le règlement. Celui-ci peut prendre en charge tout ce qui est lié à ces factures, à savoir le suivi, la relance, le recouvrement et le risque d'impayés liés à la créance.

Le contrat d'affacturage entre le factor et l'entreprise fixe, enfin, le cadre dans lequel les factures sont cédées. C'est ce que les spécialistes appellent la mobilisation de créances. Dès la signature du contrat, le détenteur des titres de créances peut remettre les factures clients au factor au fur et à mesure de leur émission. Au retour, le factor règle le montant indiqué dans le contrat et assure le recouvrement de la créance à son échéance.

**Fiacre Kombo**

## PRODUCTION DU MIEL

## La coopérative « Ya Diyi » sollicite une certification

Le président de la coopérative agropastorale dénommée « Ya Diyi », le sénateur Juste Justin Goma Gabou, a souhaité le 18 février, avoir une certification pour promouvoir le miel du bassin du Congo sur le marché international.

Il a formulé ce vœu auprès du ministre en charge de la Recherche scientifique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, lors d'une visite du Centre de formation en apiculture professionnelle à l'usine de menuiserie de fabrication des ruches basé à Pointe-Noire.

La coopérative « Ya Diyi » possède un nombre important de ruches pour produire du miel utile pour la commercialisation au niveau international, a fait savoir Juste Justin Goma Gabou. Actuellement, mille ruches sont disponibles dans l'atelier et mille autres placées dans la savane.

« La demande du miel est très importante hors du pays, nous voulons changer de paradigme et avoir diverses productions au Congo. L'apprentissage de l'apiculture professionnelle est bénéfique à tous ceux qui veulent ap-

prendre », a déclaré le président de la coopérative.

Cette coopérative vise à promouvoir l'apiculture professionnelle par des formations, d'élever les abeilles mellifères aux fins de récolter et de commercialiser les produits de la ruche sur les marchés local et international des produits bio ; promouvoir l'économie verte à l'effet de contribuer à la diversification de l'économie nationale, et bénéficier d'un agrément du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Juste Justin Goma Gabou a indiqué que la doléance formulée au gouvernement concerne l'aide à obtenir leurs propres champs avec des plantes mellifères et une certification pour leur permettre de commercialiser le produit à l'extérieur du pays.

La coopérative, a-t-il dit, produit



Une visite des locaux de la coopérative

du miel, le pollen, la cire, le venin d'abeilles, la gelée royale, des ruches et des vergers avec essences fruitières multiples.

Pour le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, l'initiative de la coopérative est à louer car elle s'est spécialisée sur l'apiculture pour une production du miel naturel et biologique.

A cet effet, il a instruit des instituts agronomiques, forestiers, en sciences exactes et naturelles d'accompagner cette coopérative. Le ministre chargé de la Recherche scientifique a assuré la coopérative de créer les conditions d'accompagnement ainsi que des conventions de partenariat entre le ministère avec les pays comme la Côte d'Ivoire qui pourrait faire bénéficier son expertise à la coopérative.

**Lydie Gisèle Oko**

## SECTEUR INFORMEL

## Les femmes appelées à évoluer en coopérative

Les femmes qui exercent dans l'informel ont reçu le 17 février une formation sur l'éducation et la communication en vue du changement de comportement et d'exercer leurs activités génératrices de revenus en coopérative.



Les participants à la formation DR

Il leur a été présenté le cadre juridique de la société coopérative du droit de l'Ohada dont le Congo est membre depuis 2010.

La formation a regroupé les casseuses de pierre à la carrière de Kombé, les maraîchères et productrices de manioc. Les enseignements ont porté sur l'originalité des coopératives, le fondement juridique de droit, le réseau coopératif, les différents types de coopératifs, l'union des sociétés coopératives et d'autres thématiques.

La rencontre a été organisée par le Centre de recherche d'information et de documentation sur la femme, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Le but étant de faire comprendre l'intérêt de formaliser les activités génératrices de revenus, connaître les procédures afin d'être en mesure de saisir les organes habilités en vue de leur formalisation des activités génératrices de revenus.

Daniel Mfumou Kassikoua, casseuse de pierre à la carrière de Kombé a salué l'initiative des organisateurs. « Avec tout ce que j'ai appris ce jour, un changement sera apporté dans le métier parce que plusieurs méthodes ont été enseignées parmi les-

quelles celle du travail en coopérative simplifié avec un conseil administratif », a-t-elle confié.

Le chargé de missions du Pnud, Lumière Jean Felix Issang, a signifié que la formation d'éducation et de communication a porté sur « la constitution des sociétés coopératives » ; socle d'une prise de conscience individuelle et collective des bénéficiaires.

La formation, a-t-il poursuivi, a été organisée en adéquation avec le plan annuel, appui au renforcement économique des femmes en vue de leur autonomisation et à l'évaluation monétique sectorielle signé en 2020 entre le Pnud et le ministère en charge de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement.

« Les appuis s'inscrivent dans le cadre de renforcement de l'autonomisation économique des femmes qui constituent un des piliers du plan d'action 2017-2021 de mise en œuvre de la politique nationale genre adoptée en 2016 en vue d'accompagner les efforts du gouvernement dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) », a-t-il déclaré.

Lumière Jean Felix Issang a précisé que le Pnud prendra en compte cette année l'initiative qui permet

de renforcer les efforts nationaux dans l'atteinte des ODD. Il était question de montrer aux femmes entrepreneurs des activités dans le cadre des actions génératrices de revenus, l'importance de travailler en groupement ou coopératif en société avec l'esprit et l'engagement volontariste envers la communauté.

Selon lui la synergie dans l'action permet non seulement d'amplifier la dynamique de travail mais également d'amplifier à travers la mutualisation des énergies capables d'appuyer le développement du pays.

La directrice générale du Centre de recherche d'information et de documentation sur la femme, Virginie N'dessabeka a souligné que les enseignements ont été donnés selon le modèle ivoirien dans le cadre de l'intégration de la femme au développement.

En ce qui concerne les mesures d'accompagnement, elle a expliqué que la problématique sur les questions des femmes est transversale impliquant plusieurs ministères. Elle a annoncé que le ministère de l'Agriculture était en train d'œuvrer pour faire adopter les textes en vue d'une organisation d'enregistrement des sociétés coopératives agricoles.

Lydie Gisèle Oko

## SANTÉ

## « L'Equipe Europe » offre plus d'un milliard FCFA pour la riposte au Covid-19 et la formation du personnel

En réponse à l'appel des autorités congolaises, l'Agence française de développement (AFD), la délégation de l'Union européenne, la Croix-Rouge congolaise et la Croix-Rouge française accompagnent le ministère de la Santé dans l'exécution du « plan national de riposte à l'épidémie de Covid-19 » afin de limiter la propagation des épidémies, tout en favorisant l'accès des populations congolaises aux soins de santé primaires.

Pour ce faire, « L'Equipe Europe » a mobilisé 1,7 milliard de FCFA pour soutenir la formation des personnels de santé et permettre une dotation d'équipement en matériels de prévention des infections, dans six départements du pays, en partenariat avec les Croix-Rouge française et congolaise.

Aujourd'hui, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga Dzondo, l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau, l'ambassadeur de l'Union européenne au Congo, Raul Mateus Paula, le directeur de l'Agence française de développement, Lionel Cafferini, le président de la Croix-Rouge Congolaise, Christian Ndinga ainsi que le chef de délégation de la Croix-Rouge française, Jérôme Socié, vont soutenir le lancement de la campagne nationale de formation sanitaire et de dotation en équipement de Protection individuelle au Centre de santé intégré de Moukondo, à Brazzaville.

Engagé en juillet 2020, ce projet de prévention et de contrôle des infections épidémiques a permis, dans un premier temps, de renforcer les capacités de ripostes des acteurs de la santé publique congolaise face aux épidémies et de maintenir l'accès aux services de santé des populations dans un cadre sécurisé.

Localisé dans les départements de Brazzaville, de Pointe-Noire, de la Bouenza, du Niari, de la Cuvette et de la Sangha, ce programme vise désormais à doter 47 formations sanitaires en matériels et équipements de protection individuelle, à former le personnel de santé à la prévention et au contrôle des infections, ainsi qu'à élaborer et mettre à jour les plans de contingence qui guideront l'action des autorités sanitaires et de leurs partenaires en période de crise.

Ce projet a reçu le soutien financier, en don, de différents partenaires : 984 millions de FCFA de la Commission européenne ; 722 millions de FCFA de l'AFD, ainsi que des financements complémentaires du Fonds mondial ; 232 millions alloués à la Croix-Rouge française au titre de son action d'assistance aux populations ainsi que pour son appui aux structures de santé locales.

Durant la cérémonie du lundi 22 février, l'ambassadeur de l'UE va rappeler qu'« au-delà de la Covid-19, l'un des principaux risques auquel le Congo est confronté est la survenance régulière d'épidémies. L'UE entend donc, non seulement soutenir la lutte contre la propagation du virus, mais aussi renforcer les capacités d'anticipation et de diagnostic des agents sanitaires et des communautés locales, avec l'expertise de la Croix-Rouge ».

De son côté, l'ambassadeur de France notera que « la France est aux côtés du Congo et des pays africains pour répondre aux défis de la crise multidimensionnelle engendrée par le Covid-19 qui affecte tous les pays et nous rappelle, plus que jamais, notre impérieux devoir de solidarité les uns envers les autres ».

La Rédaction

## COVID-19

## L'Afrique invitée à soumettre son plan de déploiement des vaccins à l'OMS

La ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydie Mikolo, a invité le 17 février, les pays africains à soumettre leurs plans nationaux de vaccination à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Jacqueline Lydie Mikolo a émis ce vœu lors de la 70e session du comité régional de l'OMS tenue par visioconférence. « Les pays encore éligibles à la garantie de marché Covax de Gavi à soumettre leurs plans nationaux de déploiement des vaccins et de vaccination contre le covid-19 ce mois-ci pour être admissible à la première attribution des vaccins du Covax dans les semaines à venir », a-t-elle déclaré. Pour elle, devant le constat de la tendance d'iniquité dans la mise à disposition du vaccin anti-covid-19 pouvant entraîner une dispersion des efforts pour acquérir en temps les vaccins. L'échange avec les Etats membres de l'OMS a permis d'avoir le même niveau d'information avant

de rentrer dans la phase pratique de vaccination avec la mise à disposition proche du vaccin.

La ministre a indiqué qu'elle se réjouit de la plupart des pays ayant adhéré et soumis leurs plans nationaux de déploiement des vaccins et de vaccination contre le Covid-19 sur la plateforme des partenaires.

La bataille, poursuit-elle, n'est pas gagnée à cause de l'apparition des nouveaux variants du virus qui engendrent de nouveau défis sur le plan du diagnostic et de la surveillance. « Même si la deuxième vague observée en Afrique australe montre des signes de recul. Le nombre de décès en Afrique a bondi de 40% le mois dernier, laissant des fa-

milles et des communautés dévastées », a-t-elle dit.

La directrice du bureau régional de l'OMS, Moeti Rebecca Matshidisoj, a loué le travail abattu sur le déploiement de la mise en œuvre de la vaccination. Ce travail permettra de vacciner les grands prioritaires en Afrique dès la disponibilité des vaccins. « Nous devons travailler de manière méticuleuse en ce qui concerne la préparation du déploiement et la distribution du vaccin. L'OMS a donné l'autorisation pour l'utilisation des deux vaccins supplémentaires et bien d'autres qui pourront être déployés dans le monde via le mécanisme Covax », a-t-elle indiqué.

L.G.O.

## Mise au point

La société Averda entend faire une mise au point suite à un article intitulé « A l'heure de Covid-19, Averda se relâche », paru le 16 février 2021 dans le quotidien Les Dépêches de Brazzaville.

Consciente des préoccupations récemment soulevées concernant les opérations de gestion des déchets dans la ville de Brazzaville, Averda regrette que celles-ci n'aient pas toujours été à la hauteur des standards de Averda au cours des derniers jours.

Ces complications sont causées par des problèmes financiers et opérationnels indépendants de notre volonté, et principalement liés aux limitations des chaînes d'approvisionnement internationales dues au Coronavirus.

Cependant, nous avons déjà pris les mesures nécessaires afin de remédier à la situation qui nous l'espérons sera résolue dans les jours qui viennent et malgré ces défis, nous continuerons à assurer nos services de propreté pour le pays.

Nous vous tiendrons informés et nous espérons une reprise de nos services habituels dans les plus brefs délais. Nous remercions la population de Brazzaville pour sa patience.

## VACCINATION ANTI-COVID

## Le G7 veut «avancer ensemble» pour partager les vaccins

Les dirigeants du G7 cherchaient vendredi à avancer ensemble dans la vaccination anti-Covid en aidant les pays plus fragiles à y avoir accès.

Un mois après son arrivée à la Maison Blanche avec la promesse d'un multilatéralisme aux antipodes des années Trump, le président démocrate a retrouvé les dirigeants de France, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Italie, du Japon, du Canada et les chefs de l'Union européenne pour une visioconférence dominée par la réponse à la pandémie, qui a fait plus de 2,4 millions de morts dans le monde.

«Il s'agit d'une pandémie mondiale et cela ne sert à rien qu'un pays soit en avance, nous devons avancer ensemble», a déclaré le Premier ministre britannique Boris Johnson, dont le pays assure la présidence tournante du G7, en ouvrant la réunion. «Nous voulons nous assurer que nous distribuons nos vaccins à prix coûtant autour du monde, et que tout le monde soit vacciné, afin que le monde entier puisse surmonter cette pandémie ensemble», a-t-il ajouté.

Les grandes puissances ont lancé, avec des succès divers, des campagnes de vaccination massive contre le coronavirus pendant que les pays défavorisés restent à l'écart du mouvement. Après avoir commandé d'énormes quantités de doses sans savoir si ces vaccins seraient efficaces, les pays riches vont se retrouver avec des centaines de millions de doses excédentaires à leur disposition. Lors de la réunion, Joe Biden a promis quatre milliards de dollars pour le dispositif onusien Covax,

piloté par l'Organisation mondiale du Commerce que les Etats-Unis viennent de réintégrer. Ce programme vise à fournir cette année des vaccins anti-Covid à 20% de la population de près de 200 pays et territoires participants, mais il comporte surtout un mécanisme de financement qui permet à 92 économies à faibles et moyens revenus d'avoir accès aux précieuses doses.

L'UE doit annoncer le doublement de sa contribution à Covax, à un milliard de dollars, et une contribution de 100 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur de la campagne de vaccination en Afrique. De son côté, l'Allemagne, qui a déjà contribué à hauteur de 600 millions d'euros, met 1,5 milliard d'euros supplémentaires à disposition de Covax, de l'OMS et d'autres pour financer vaccins, médicaments et tests, a indiqué le ministre des Finances Olaf Scholz dans un communiqué.

Boris Johnson, qui peut se targuer du succès de sa campagne de vaccination, a promis de redistribuer la plus grande partie de ses surplus via Covax. Mais son gouvernement, pressé de sortir d'un troisième confinement très dur, veut donner la priorité à sa population. Le président français Emmanuel Macron, jugeant «insoutenable» que les pays pauvres soient délaissés, a plaidé dans le Financial Times pour que les pays riches envoient 3% à 5% de leurs doses disponibles à l'Afrique très vite.

## Repères

Le vaccin de BioNTech et Pfizer peut être conservé pour deux semaines à des températures plus élevées que celles actuellement prescrites, selon des données publiées vendredi par les deux laboratoires, ce qui pourrait faciliter sa distribution. Les deux entreprises ont soumis au régulateur américain FDA des données qui démontrent la stabilité du vaccin quand il est stocké entre -25 et -15 degrés, soit la température de congélateurs médicaux courants. La conservation à long terme (jusqu'à six mois) devra néanmoins toujours se faire aux mêmes températures glaciales. Autre vaccin basé sur la technologie de l'ARNm, celui de Moderna peut déjà être conservé pendant six mois à -20 degrés et rester stable au réfrigérateur classique pendant 30 jours.

Air Côte d'Ivoire perd la moitié de ses passagers. Le trafic passager de la compagnie nationale ivoirienne a baissé de moitié en un an en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie. Une baisse du trafic aggravée par les restrictions d'entrée et de sortie aux portes des différents pays desservis par la compagnie qui se durcissent avec l'apparition de nouveaux variants et les coûts additionnels des tests Covid. Le chiffre d'affaires a chuté de 96 milliards de FCFA en 2019 à 45,7 milliards de FCFA. Air Côte d'Ivoire, qui dessert 20 capitales africaines, est restée sans activité pendant 4 mois en 2020 au mo-

ment où la compagnie recevait un nouvel

## Airbus A320.

La baisse des cas de Covid-19 à travers l'Europe donne du répit aux autorités, qui peuvent désormais évaluer leurs réponses face au virus et renforcer les systèmes de santé, a déclaré vendredi la direction régionale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Pour la première fois depuis septembre, le nombre de nouveaux cas signalés en une semaine est inférieur à un million dans l'ensemble des 53 pays de la région européenne pour l'OMS (dont plusieurs pays d'Asie centrale), a affirmé le directeur Europe de l'OMS, Hans Kluge, dans un communiqué. Les nouveaux cas ont diminué pour la cinquième semaine consécutive, bien que leur nombre reste élevé. Les nouveaux décès ont également diminué pour la troisième semaine consécutive.

Le gouvernement français a annoncé vendredi le renforcement des moyens de lutte contre la montée des cas de variant sud-africain sur l'île de La Réunion, département de l'océan Indien, notamment en augmentant les capacités hospitalières et en étendant le couvre-feu. Les premiers cas de contamination par le variant apparu en Afrique du Sud, ont été détectés à La Réunion mi-janvier. Depuis, des cas sont identifiés régulièrement, ce qui témoigne d'une circulation avérée sur le territoire. Il a aussi été

décidé d'accélérer les livraisons de vaccins à La Réunion, afin de vacciner le plus vite possible les personnes à risque.

## Bilan de la pandémie dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.441.926 morts dans le monde. Plus de 110.262.590 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 67.666.600 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.

Les États-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 493.119 décès pour 27.895.990 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les États-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 243.457 morts et 10.030.626 cas, le Mexique avec 178.108 morts (2.022.662 cas), l'Inde avec 156.111 morts (10.963.394 cas), et le Royaume-Uni avec 119.387 morts (4.083.242 cas). L'Europe totalisait vendredi à 11H00 GMT 821.409 décès pour 36.165.375 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 652.237 décès (20.499.718 cas), les Etats-Unis et le Canada 514.606 décès (28.732.459 cas), l'Asie 250.594 décès (15.823.876 cas), le Moyen-Orient 101.809 décès (5.209.722 cas), l'Afrique 100.324 décès (3.799.496 cas), et l'Océanie 947 décès (31.946 cas). Julia Ndeko avec AFP

**Julia Ndeko avec AFP**

## CORONAVIRUS

## L'Afrique franchit la barre des 100 000 morts

L'Afrique, qui subit une seconde vague de coronavirus, a passé la barre des 100 000 morts depuis le début de la pandémie.

Les 54 pays du continent totalisent 100 000 décès pour 3 793 660 cas déclarés, selon un comptage de l'AFP. La région, relativement épargnée, est la dernière, outre l'Océanie, à atteindre ce seuil franchi en avril par l'Europe. Mais ces chiffres se fondent uniquement sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et ne reflètent qu'une fraction du total réel de contaminations.

« Beaucoup de pays ont essentiellement des tests PCR, dans les capitales. Et plus on s'éloigne des centres urbains, moins il y a de tests », explique l'épi-

démiologiste Emmanuel Baron, de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) présente en Afrique.

Et cette maladie peut passer « inaperçue », rappelle-t-il, avec des cas asymptomatiques ou des symptômes facilement confondus avec d'autres.

Pays le plus touché du continent africain par le covid-19, l'Afrique du Sud pourrait avoir largement sous-estimé le nombre de cas et de morts. Entre mai 2020 et février 2021, une surmortalité de 140 000 décès a été comptabilisée par le Conseil sud-africain de la recherche médicale. Ce sont deux courbes, super-

posées : celle de la mortalité liée au Covid dessine une petite bosse quand surgit une vague épidémique. Tandis qu'au même moment la courbe de la surmortalité bondit, sans être attribuée au Covid.

Pourtant, il ne fait aucun doute, ces décès sont liés à la pandémie estime le Conseil sud-africain de la recherche médicale. Problème, les personnes décédées ne sont pas automatiquement testées au Covid-19. Et il est impossible pour le moment de distinguer les victimes directes du Covid, et les victimes collatérales d'un système hospitalier surchargé. Selon une étude statistique

de l'assureur Discovery, environ 90% de cette surmortalité est imputable au Covid-19, soit 120 000 morts. Loin, très loin des bientôt 49 000 morts officiellement déclarés. Autre découverte, confortée par une étude sur les anticorps réalisée par le centre national du sang : la moitié de la population sud-africaine aurait déjà été contaminée au Covid-19. L'Afrique du Sud a lancé sa campagne de vaccination cette semaine et espère vacciner 67% de sa population d'ici la fin de l'année pour atteindre l'immunité collective.

**Josiane Mambou Loukoula et AFP**

## Emmanuel Macron propose que l'Occident livre très vite 13 millions de doses à l'Afrique

Le président français a proposé vendredi que l'Europe et les Etats-Unis livrent le plus vite possible 13 millions de doses de vaccins à l'Afrique pour que le continent puisse vacciner ses 6,5 millions de soignants.

« Si nous, Européens, Américains, savons livrer le plus vite possible ces 13 millions de doses, ça vaut notre crédibilité » et « alors l'ouest sera considéré en Afrique », mais « si nous annonçons des milliards aujourd'hui pour donner des doses dans 6 mois, dans un an, nos amis africains iront acheter des doses aux Chinois, aux Russes » et « la force de l'ouest ne sera pas une réalité », a-t-il plaidé, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, après un plaidoyer similaire au G7 virtuel.

**AFP**



MWDDDB

**ARPCE 2020 : QUALITÉ INTERNET N°1**  
**PRIX OOKLA 2020**  
**#SukaNaInternet**

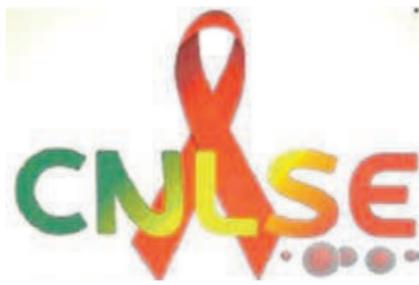
[www.mtn.cg](http://www.mtn.cg)



CONSEIL NATIONAL  
DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA, LES INFECTIONS  
SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES ET LES EPIDEMIES

-----  
COORDINATION NATIONALE

-----  
DIRECTION EXECUTIVE



REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité \* Travail \* Progrès

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N°001 CNLSE/CN/DEX.21

### Recrutement d'un Chef de Division des Programmes VIH/Sida, IST et les Epidémies du Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, les IST et les Epidémies

**1. Le Gouvernement de la République du Congo a placé la Lutte contre le VIH/Sida, les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et la riposte aux Epidémies** comme étant une priorité Nationale. Dans le but de coordonner, d'orienter et de suivre les interventions de mise en œuvre dans le cadre de lutte contre le VIH/Sida, les infections sexuellement transmissibles et les épidémies, pour ce faire, il a mis en place le Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, les IST et les Epidémies par décret présidentiel n°2017 269 du 28 juillet 2017.

La Direction Exécutive (DEX) est l'organe technique du Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, les IST et les Epidémies. Elle est animée par un Directeur Exécutif.

La Direction Exécutive assure la permanence du Conseil. A ce titre, elle est chargée, notamment de :

- préparer les dossiers à soumettre à la coordination nationale ;
- apporter son appui à l'élaboration des politiques, des stratégies et des plans d'actions nationaux et départementaux de Lutte contre le VIH/SIDA, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies ;
- assurer le suivi et l'évaluation des plans d'action sectoriels de Lutte contre le VIH/SIDA, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies ;
- mobiliser et gérer les ressources destinées à la mise en œuvre des plans nationaux et départementaux ;
- préparer les réunions de concertation avec les partenaires techniques et financiers ;
- mobiliser l'expertise et les compétences techniques spécialisées en vue de répondre aux besoins des programmes de Lutte contre le VIH/SIDA, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies ;
- préparer le budget du conseil national de Lutte contre le VIH/SIDA, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies ;
- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des initiatives de Lutte contre le VIH/SIDA, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies ;
- rendre compte de ses activités à la coordination nationale.

Le Directeur Exécutif est assisté dans le chronogramme du CNLSE mis en place par : une Division des Programmes ; une Division administrative, financière et de la communication et des Unités départementales de Lutte contre le VIH/Sida, les IST et les Epidémies. A ce titre, la Direction Exécutive du CNLSE souhaiterait renforcer son équipe au titre du contrat suivant « Recrutement d'un chargé des Programmes VIH/Sida, IST et les Epidémies ».

#### 2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement :

Sous l'autorité du Directeur Exécutif du Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies (CNLSE), le chargé des Programmes doit :

- préparer les dossiers à soumettre à la coordination nationale ;
- préparer les réunions de concertation avec les partenaires technique et financiers mise en œuvre ;
- participer activement à la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du CSN ;
- participer aux réunions statutaires et/ou extraordinaires de la DEX/CNLSE ;
- appuyer la préparation et la tenue des rencontres statutaires et/ou extraordinaires de la Dex/
- CNLSE ;
- mobiliser l'expertise et les compétences techniques spécialisées en vue de répondre aux besoins des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, les infections sexuellement transmissibles et les épidémies ;
- préparer les rapports techniques périodiques de la Direction Exécutive du CNLSE.
- En matière de responsabilité
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de travail annuel de la division, tiré du plan stratégique national ;
- Veiller à la mobilisation des ressources financières, de l'expertise technique et des compétences pour appuyer les sous-programmes dans les secteurs de santé et autres événements ;
- Contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives de Lutte contre le VIH/SIDA ; les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies ;

- Veiller à la supervision des programmes en lien avec la riposte au VIH/sida, IST et les épidémies ;
- Assurer la coordination de la mise en œuvre des programmes ;
- Suivre les activités des sections des programmes ;
- Préparer les revues des programmes en liaison avec les parties prenantes ;
- Veiller à l'implication et la participation des institutions/ministères, du PNL, de la Direction de la santé de la famille, du projet PTME pour assurer la coordination et la mise en œuvre des sous programmes dans le secteur de la santé ;
- Veiller à l'implication et la participation des organisations de la société civile, du secteur privé pour assurer la coordination et la mise en œuvre des sous programmes dans lesdits secteurs ;
- Veiller à la bonne marche de la division et à l'évaluation des performances du personnel placé sous sa responsabilité ;
- Coordonner l'élaboration des rapports programmatiques périodiques de la réponse au VIH, IST et Epidémies.

#### 3. Le candidat devrait avoir le profil et les qualifications suivantes :

- Etre titulaire d'un Doctorat en Sciences de la Santé ou équivalent, ou d'un diplôme de master/maitrise en santé publique avec au moins 5 ans d'expérience dans la Lutte contre le VIH/Sida, les IST et les Epidémies ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de la gestion des services de santé en République du Congo à un poste de responsabilité ;
- Etre fonctionnaire de l'Etat Congolais serait un atout ;
- Avoir une expérience prouvée en matière d'exécution et de suivi-évaluation des programmes dans le secteur de la santé et particulièrement de la lutte contre le VIH/SIDA, IST et Epidémies ;
- avoir la maîtrise parfaite les outils informatiques : Excel, Word et Powerpoint
- Etre familier avec les procédures de gestion du budget et du suivi de l'exécution budgétaire ;
- Avoir participé pendant au moins trois années dans un poste de responsabilité (gestionnaire de programme, suivi-évaluation, expert technique, gestion administrative ou équivalent) dans le cadre d'un financement de l'Etat ou des partenaires financiers ;
- Avoir l'expérience des négociations avec les bailleurs ;
- Etre disponible à entreprendre des fréquents déplacements dans les différents départements et districts ;
- Excellente maitrise de la langue française et connaissance de la langue anglaise.

**4. Les candidats intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées et fournir les pièces suivantes :** lettre de motivation ne dépassant pas deux pages adressée à Monsieur le Directeur Exécutif du CNLSE ; un curriculum vitae intégrant les contacts d'au moins trois (03) personnes de références (Nom et Prénom, Organisation et E-mail et Numéro de téléphone ; des Copies de diplôme, certificats et attestations de formations ; des copies des certificats et attestations de travail des anciens employeurs.

**5. Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 10 mars 2021 à 16h00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT AU POSTE D'UN CHEF DE DIVISION DE PROGRAMME VIH/IST ET LES EPIDEMIES DU CNLSE ».**

6. L'adresse de dépôt de dossier :  
DIRECTION EXECUTIVE DU CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA, LES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES ET LES EPIDEMIES.  
Rue des anciens enfants de troupes, en face du CEG Nganga Edouard.

E-mail : atipobenzamin65@gmail.com  
Tel. : 05 551 89 66

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Fait à Brazzaville,

Le Directeur Exécutif

## FRANCE

## Stéphane Demilly élu nouveau président du Groupe d'amitié France-Congo au Sénat

L'information est presque passée inaperçue. Et pourtant, depuis la fin de l'année dernière, c'est Stéphane Demilly qui a été désigné pour être président du groupe France-Congo-Brazzaville au Sénat. Il remplace à ce poste, Jean Marie Bockel, ancien ministre et ancien maire de Mulhouse.

Pour ce sénateur de L'Union des démocrates et indépendants (UDI), depuis le 1er octobre 2020, son histoire d'amour entre la République française et le continent africain continue. Après avoir été pendant deux mandats (de 2007 à 2017) président du groupe d'amitié France-Kenya à l'Assemblée nationale, puis à la tête du groupe France-Sénégal, jusqu'à son départ du Palais Bourbon, il vient d'être désigné en 2020 pour être président du groupe France-Congo-Brazzaville au Sénat.

Ancien maire de la ville d'Albert, dans la Somme, ancien député, membre du groupe d'amitié France-Congo à l'Assemblée nationale, Stéphane Demilly, sénateur de la région Hauts de France, est un fin connaisseur de l'Afrique, un continent qu'il affectionne et qui le rend bien.

Parmi les combats portés par cet élu national, demeurent en bonne place la défense du canal Seine Nord, porteur de milliers d'emplois directs et son combat pour

les emplois gravitant autour de l'aérodrome d'Albert-Méaulte, dans la Somme, qui sont menacés par la crise sanitaire liée à la Covid-19. Préoccupé par cette situation, Stéphane Demilly n'a pas hésité à interpeller le chef de l'État français Emmanuel Macron, pour demander son arbitrage face au danger de la perte d'emplois dans ce secteur. Aujourd'hui, avec certains autres élus au Sénat et membre de son groupe, il souhaite se battre pour la reconnaissance de Brazzaville, capitale de la France libre, en allant dans quelques jours à la rencontre des autorités congolaises.

Élu de terrain, depuis près de 30 ans, et fort d'une connaissance fine du monde de l'entreprise, il entretient des liens étroits avec les acteurs économiques de son territoire.

Conférencier en management, auteur de plusieurs ouvrages comme « Manager avec l'approche Hermann », aux éditions Eyrolles,



Stéphane Demilly, président du groupe France-Congo-Brazzaville au Sénat

« Six frères dans la guerre » et « Henry Potez, pionnier de l'aéronautique », aux éditions Privat, Stéphane Demilly a toujours placé l'homme et le lien humain au cœur de son action professionnelle et politique.

Spécialiste de l'intelligence collective, le sénateur a toujours proposé aux managers de mieux cerner les préférences et les talents de leurs collaborateurs, afin de déterminer les activités dans lesquelles ils seront les meilleurs et les plus épanouis. Il accompagne de nombreux cadres dirigeants de grandes entreprises comme Danone, Véolia, ...

C'est cette expérience qu'il souhaite mettre au service des entreprises congolaises en cette période de crise économique.

Signalons que les groupes d'amitié parlementaires regroupent ceux qui ont un intérêt particulier pour un pays étranger. Leur but premier est de tisser des liens entre parlementaires français et étrangers ; ils sont également des acteurs de la politique étrangère de la France et des instruments du rayonnement international du Sénat.

Leur agrément par le bureau est obligatoire et soumis à condi-

tions. Lorsqu'il n'est pas possible de créer un groupe d'amitié avec un État internationalement reconnu, le bureau peut agréer un groupe d'études à vocation internationale, disposant des mêmes moyens administratifs et financiers.

La principale activité des groupes d'amitié est l'organisation de missions auprès du Parlement homologue et de réceptions de délégations parlementaires étrangères. Ces missions et réceptions doivent avoir été préalablement autorisées par le Bureau du Sénat qui fixe leur programme annuel. Les groupes d'amitié peuvent également recevoir des ambassadeurs ou d'autres personnalités du pays considéré, ainsi que des personnalités françaises engagées dans des activités de coopération avec ce pays. Les groupes d'amitié peuvent enfin servir de point d'appui à des actions de coopération interparlementaire ou de coopération décentralisée.

Marie Alfred Ngoma

## VIE ASSOCIATIVE

## Entretien avec Valencia Iloki Engamba, présidente du conseil d'administration de l'association Accès Droit Pour Tous

Magistrate et auteure du roman épistolaire « Au tribunal de Wamy » paru aux Éditions du Panthéon en décembre 2020, Valencia Iloki Engamba, également initiatrice et présidente du conseil d'administration de « l'Association Accès Droit Pour Tous », organise au profit des étudiants en droit de niveau master des séminaires de formation basés sur la qualification des faits saisis par le droit. Elle évoque, dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, les contours de cette démarche.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :** A partir de quoi l'idée de créer votre structure a-t-elle germé ?

**Valencia Iloki Engamba (V.I.E.) :** L'idée de création est partie d'un constat généralisé : la difficulté d'accès à l'information et aux services juridiques, qui a pour conséquence la méconnaissance des droits et devoirs de chacun. Il en découle, entre autres, l'incompréhension de la loi, la difficulté de comprendre les procédures juridiques et judiciaires, le manque de vulgarisation des lois et des textes en vigueur, le coût des procédures juridiques et judiciaires. Notre association a pris corps pour les rendre accessibles au plus grand nombre mais aussi et surtout pour lutter contre les opinions funestes sur la « justice apanage des riches » et celle « des puissants au détriment des faibles ».

**L.D.B. :** Quel est votre apport dans cette démarche de vulgarisation du droit en France et au Congo ?

**V.I.E. :** En France, via les réseaux sociaux, l'association permet de faciliter l'accès en justice selon la difficulté de la situation présentée par le demandeur en le mettant en contact avec l'un de ses professionnels au cas où son problème nécessiterait l'intervention d'un acteur (juge ou procureur) ou d'un auxiliaire de justice (huissier, notaire, etc.).

L'association Accès Droit Pour Tous (A.D.T.P) a été invitée par l'Institut Mandela, à l'Assemblée nationale de France à Paris, à l'oc-

casion de la journée internationale des droits de la femme. J'ai eu l'honneur de la représenter en faisant une communication sur « le combat contre le sexisme judiciaire en République du Congo » en ma qualité de panéliste pour le sous-thème « Femmes, principe d'égalité et politique du genre », accompagnée d'Aline Nkoua, membre d'honneur de l'association, présidente de la deuxième chambre civile du tribunal de grande instance de Brazzaville.

**L.D.B. :** Comment se traduit-il ?

**V.I.E. :** Pour ce qui concerne Brazzaville, l'apport est énorme et diversifié. A l'endroit des étudiants en droit de niveau Master II :

- sous forme de séminaire, la formation sur la qualification des faits saisis par le droit, qui consiste à renforcer les capacités techniques des étudiants en droit de niveau master et des stagiaires juristes. Car pour que le magistrat puisse répondre aux problèmes posés, il doit s'enquérir de l'histoire. En droit, il s'agit des faits.

La permanence juridique consiste à faire recevoir rapidement par les experts stagiaires les personnes en quête d'informations juridiques. Ce seront des étudiants en droit formés au cours du séminaire dispensé par l'association et supervisé par les experts juristes de l'A.D.P.T. Ainsi, durant le mois de juin 2020, le mercredi a été retenu comme « journée portes ouvertes » de 14H à 17H.

Lors du premier confinement lié à la pandémie du coronavirus, un

Fonds de soutien au service juridique (FSSJ) à hauteur de deux millions a été mis en place par l'association qui n'est pas restée en marge de l'appel du président de la République Denis Sassou N'Gouesso et nous avons pu aider déjà plusieurs personnes.

Les apports aux administrations publiques :

L'association a été conviée d'une part à l'atelier sur la mise à jour de la législation vétérinaire, organisé avec l'appui du Bureau inter-africain des ressources animales de l'Union africaine, par le ministère en charge de l'Élevage pour le compte de la société civile. Et d'autre part, au forum sur l'orientation des bacheliers et étudiants organisé par le ministère de l'Enseignement supérieur pour une communication sur les métiers du droit, fait par sa PCA.

Elle a également commémoré la journée internationale des personnes vivant avec handicap le 1er décembre 2019 en sensibilisant la population aux droits de ces personnes et le sens du civisme à observer vis-à-vis d'eux via les chaînes nationales officielles (radio et télé). La mise en place de guichets et caisses pour les personnes en situation de handicap a été demandée aux banques. Une descente sur le terrain pour la distribution des flyers pédagogiques a été aussi faite.

Pour la journée internationale des droits des enfants, cette association a organisé deux journées pédagogiques dans des établissements scolaires Jean Biyoundi à



dique pour tous ?

**V.I.E. :** Ce roman épistolaire nous relate l'histoire de Wamy, jeune magistrate pleine de courage qui fait face aux dures réalités de son métier. Elle tente d'améliorer les choses grâce à des courriers anonymes dénonçant tout ce qui la révolte et voit ses efforts violemment contrés par la corruption et la nonchalance procédurière de ses pairs...

Wamy veut faire triompher la vérité et la justice avec l'aide de Olomi, son amoureux. L'histoire se déroule dans la ville d'OB20. La jeune femme raconte comment ses journées pénibles et son travail en juridiction dans des conditions totalement inimaginables pour un troisième pouvoir. Elle raconte par exemple dans l'un de ses courriers adressé à Olomi, qu'il avait eu le jour officiel de sa journée en tant que juge : une altercation entre les deux présidents de chambre dans laquelle elle a été affectée. « Il y a eu à la fin une bagarre, des coups, peut-être des blessures entre eux, j'aurais aimé qu'il y ait une audience aussi pour coups et blessures, mais rien. Je ne fus pas contente, encore moins déçue. J'avais juste mal aux pieds... », déclara Wamy.

Au tribunal de Wamy, au-delà de l'histoire relatée, est une critique constructive de nos sociétés en général. La justice est faite pour tous ; que l'on soit riche ou pauvre, puissant ou faible, la loi ne dissocie point.

Propos recueillis par M.A.N.

## FRANCE

## Thierry Tassez à la tête du conseil de la formation des élus locaux

Le maire de Verquin, Thierry Tassez, vient d'être nommé président du conseil national de la formation des élus locaux. Ce grand ami du Congo a permis, il y a deux ans, l'érection d'une stèle « Brazzaville, capitale de la France libre dans la ville de Verquin ».

Par arrêté de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en date du 28 janvier 2021, Thierry Tassez a été nommé membre du Conseil national de la formation des élus locaux pour une durée de trois ans. Il aura la charge de présider cette structure.

Attaché à la formation des élus locaux pour avoir dirigé la fédération des élus socialistes et républicains à Lens, Thierry Tassez va travailler avec l'Institut de Formation aux Métiers de la ville pour offrir des formations de qualité aux élus locaux en France. Le Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) est une instance



Le ministre Anatole Collinet Makosso, élevé citoyen d'honneur de la ville de Verquin/DR

consultative placée auprès du ministre de l'Intérieur. Il est obligatoirement consulté, pour avis préalable, sur

toutes les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément présentées par les organismes publics ou privés, quelle que soit leur nature juridique, qui souhaitent dispenser une formation à destination des élus locaux. Il a également pour mission de définir les orientations générales de cette formation.

Le président du CNFEL doit remettre, au moins une fois tous les deux ans, un rapport d'activité au ministre de l'Intérieur. Il retrace les prin-

cipaux axes de la politique de formation des élus au cours des années écoulées et énonce les propositions et recommandations émises par le conseil dans les domaines de ses compétences. Ce rapport peut être rendu public par le ministre.

Cette structure, présidée par un élu local, se compose de vingt-quatre membres nommés par arrêté du ministre de l'Intérieur : douze élus locaux représentant les différentes catégories de collectivités lo-

cales et douze personnalités qualifiées. La durée de leur mandat est de trois ans, renouvelable. Ils ont obligation de discrétion professionnelle pour toute information dont ils ont connaissance en qualité.

Le Conseil se réunit à la demande du ministre de l'Intérieur. Des séances supplémentaires peuvent être tenues, à la demande du président ou de la majorité de ses membres, pour l'examen de questions relatives aux orientations générales de la formation des élus locaux.

Le directeur général des collectivités locales et son représentant ont été désignés pour représenter le ministre de l'Intérieur au sein de cette instance.

Telle est la description de la structure que l'élu de Verquin depuis 2001 présidera désormais. Durant son mandat, il compte visiter le Congo pour apporter son soutien dans les programmes de formation prévus par l'IFMV comme appui à la décentralisation et au développement local.

Marie Alfred Ngoma

## CLIMAT

## Les Etats-Unis officiellement de retour dans l'Accord de Paris

Les Etats-Unis sont officiellement revenus vendredi dans l'Accord de Paris, au moment où l'administration du président Joe Biden s'est engagée à faire de la lutte contre le changement climatique une haute priorité.

Près de quatre ans après l'annonce par Donald Trump du retrait des Etats-Unis, ce retour de la première économie du monde, deuxième plus grosse émettrice de CO2, signifie que la quasi totalité des nations de la planète sont aujourd'hui parties prenantes de l'accord signé en 2015. Entré en fonctions le 20 janvier, Joe Biden avait décidé immédiatement de ce retour. «Le changement climatique et la diplomatie par la science ne peuvent plus jamais être des ajouts optionnels dans nos discussions de politique étrangère», a déclaré le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken dans un communiqué. «Répondre aux menaces réelles du changement climatique et écouter nos scientifiques est au cœur de nos priorités intérieures et étrangères. C'est un aspect vital dans nos discussions sur la sécurité nationale, les migrations, les mesures sanitaires internationales, et dans notre diplomatie économique et nos négociations commerciales», a également indiqué le secrétaire d'Etat.

Faisant l'éloge de l'accord de Paris, négocié par l'ancien président Barack Obama, il a en outre assuré que la diplomatie climatique qui s'annonçait serait cruciale.

L'ancien secrétaire d'Etat et candidat à la Maison Blanche John Kerry, désormais émissaire pour le climat des Etats-Unis, a de son côté lancé un appel aux Etats de la planète pour qu'ils renvoient à la hausse leurs ambitions climatiques lors du sommet de l'ONU de Glasgow (Ecosse) qui aura lieu en novembre.

Avant cela, Joe Biden a prévu de tenir un autre sommet sur le climat, le 22 avril, pour coïncider avec la Journée de la Terre. Le président américain s'est engagé à ramener à zéro les niveaux de pollution dans le secteur énergétique américain d'ici 2035, et que l'économie américaine atteigne une neutralité carbone d'ici 2050. Son prédécesseur, Donald Trump, allié de l'industrie des énergies fossiles, était d'avis que l'accord de Paris était injuste envers les Etats-Unis. Mais les ambitions de l'accord sont principalement non-contraignantes, chaque pays élaborant ses propres mesures. Un point sur lequel avaient insisté Barack Obama et John Kerry lors de la signature en 2015, soucieux de l'opposition politique aux Etats-Unis.

L'Accord de Paris a pour objectif de limiter la montée des températures de la planète à deux degrés Celsius par rapport aux niveaux antérieurs à la révolution industrielle, et de continuer les efforts pour limiter cette montée à 1,5 degré.

L'élan politique actuel va dans le sens d'une plus grande ambition environnementale, au moment où les conséquences du changement climatique se font de plus en plus visibles. Une étude récente affirme que 480.000 personnes sont déjà mortes lors de ce siècle en raison de catastrophes naturelles liées à des phénomènes climatiques extrêmes.

D'après AFP

## MÉDITERRANÉE

## L'UE présente le bilan de l'opération Irini

L'opération maritime de l'UE de surveillance des trafics en Méditerranée a dressé le bilan de ses missions lors d'une audition au Sénat italien.

Irini continue ses surveillances au large des côtes libyennes, a assuré le contre-amiral Fabio Agostini lors d'une séance au Sénat italien. Les visites amicales ou inspections suscitent de façon régulière désormais une protestation de certains pays, notamment la Turquie et la Russie, qui supportent mal un contrôle de leurs mouvements d'armes vers la Libye.

### En termes de surveillance maritime

On apprend que depuis le 4 mai 2020, date à laquelle l'opération a débuté ses activités en mer, les agents d'Irini ont enquêté sur 1 560 navires – interpellations par contacts radio, 62 approches amicales – visites consensuelles à bord de navires marchands, 6 inspections - arraisonnements de navires marchands en vue de procéder à la vérification de leur cargaison avec embarquement et vérification en temps opportun du bateau.

Dans un cas, l'inspection a abouti à un déroutement de navire marchand sur un port, pour violation de l'embargo sur les armes. Dans deux cas, ces visites ont suscité un veto de l'Etat du pavillon -La Tur-

quie - au besoin par la force. Dans un cas, la visite a suscité une protestation officielle -la Russie, a-t-on appris. L'opération a également permis de surveiller les activités dans 16 ports et installations pétrolières libyens.

### 155 vols suspects tracés

En ce qui concerne la surveillance des liaisons aériennes, l'opération Irini a contrôlé 25 aéroports et pistes d'atterrissage, ainsi que 155 vols susceptibles de transporter des cargaisons militaires en provenance et à destination de la Libye. Toutes ces activités ont été menées en respectant pleinement le principe d'impartialité envers les parties belligères en Libye, auquel l'opération Irini s'est toujours strictement conformée.

### 436 séries d'image, 17 rapports, 2 navires, et 3 avions

L'opération a bénéficié d'images satellites fournies, à la demande d'Irini, par Eusatcen, soit un total de 436 séries d'images. Enfin, Irini a envoyé 17 rapports au groupe d'experts sur la Libye de l'ONU, décrivant des violations « possibles ou avérées » de l'embargo. Irini

dispose de deux navires sur zone (la frégate grecque Adrias et le patrouilleur de haute mer italien Borsini P-491), qui a pris le relais le 20 janvier de Cigala Fulgosi. Dans les airs, trois avions de patrouille, fournis par le Luxembourg, la Pologne et l'Allemagne, sont de permanence ainsi qu'un drone italien. Deux autres avions, grec et français, sont mis à disposition de façon occasionnelle.

L'opération Irini, du nom de la déesse grecque de la « paix », a été planifiée dans un délai très court et lancée fin mars 2020, par une décision du Conseil de l'Union européenne. Sa mission principale est la mise en œuvre de l'embargo sur les armes à destination de la Libye en vertu des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. L'opération poursuit aussi des tâches secondaires, telles que la surveillance du trafic de pétrole en provenance de Libye, la participation à la lutte contre la traite des êtres humains et les activités de contrebande - par la surveillance aérienne - et la contribution à la formation des gardes-côtes et de la marine libyens.

Noël Ndong

## CONTE

## L'art du mbongui se réinvente sur la toile

Désormais, chaque dernier samedi du mois, les Editions + proposent une rencontre de conte avec l'artiste Jorus Mabilia. Initiée en ligne, elle vise à la fois à pérenniser la culture du mbongui et à faire survivre l'art, au regard de la pandémie de coronavirus qui empêche la tenue des spectacles grands-publics.

« Que le conte soit ! », tel est le pari que se sont lancées les éditions +, en proposant désormais aux amoureux de l'art, une rencontre par mois sur sa page Facebook. Certes que l'effet naturel et habituel de la chaleur du feu, du vent, berçant l'attention de l'auditoire ou le contact visuel, ne sont pas au rendez-vous, le public peut tout de même savourer de belles histoires, inspirées de l'Afrique et du Congo. Pour le conteur congolais, résidant en France, Jorus Mabilia, « aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, il a donné à la société la possibilité de réinventer ses habitudes. Et donc, quoi de plus beau que d'en profiter ».

La session inaugurale de ce programme a eu lieu le 30 janvier. Durant près de 1h 39 min, Jorus Mabilia a narré trois histoires. La première était celle du lièvre et de « Mukukulu », titre éponyme de son recueil de contes à la fois hilarant et instructif, illustré par Fabienne Quentel et publié en 2018 aux éditions Créer. Ce conte parle d'un tout-petit lièvre qui sème le désordre chez l'éléphant et l'hippopotame, en voulant flotter sur le fleuve en traversant. Il est un véritable hommage

à l'imaginaire africain et met particulièrement en lumière les potentiels du Bassin du Congo et les forces de ses fleuves, tout en confirmant l'utilité du Fonds Bleu pour la préservation de ce territoire.

Par ailleurs, Jorus Mabilia a fait voyager les internautes au pays « Mikengue ». Dans cette contrée, Toungou est un garçon spécial, mais qui boudait toujours à chaque fois que son père lui demandait un service. Paresseux, il disait, toutes les fois, vouloir dis-

**« Mon éducation s'est faite au rythme des histoires de mon père qui, pour chaque chose, avait une histoire à conter. Je n'ai fait que m'inspirer de lui »**

paraître pour ne plus avoir à subir cela et c'est ce qui arriva. Toungou se retrouva dans une coque d'arachide qui fut mangée par le coq, le coq avalé par une civette et celle-ci engloutie par un boa. Le petit-garçon étant introuvable depuis quelques temps, les habitants du village demandent à son



Jorus Mabilia, animateur du programme en ligne « Que le conte soit » DR  
père d'aller chercher du gibier pour ses funérailles. Or, comme le dit un adage, « un homme qui n'est pas enterré, est un homme qui n'est pas encore mort ». Et,

Jorus Mabilia, on remarque qu'il se réfère considérablement aux animaux, dont il juge possédant une grande sagesse à enseigner aux hommes. Il s'agit surtout de pousser au loin la réflexion de ceux qui l'entendent, afin de tirer des morales à travers chaque personnage, chaque mot et chaque histoire.

A propos de l'auteur, il faut souligner que Jorus Mabilia est danseur et comédien de formation. Il a choisi, dès 1997, de se lancer dans le conte. « Mon éducation s'est faite au rythme des histoires de mon père qui, pour chaque chose, avait une histoire à conter. Je n'ai fait que m'inspirer de lui », a-t-il déclaré. Aujourd'hui, il a repris le flambeau pour offrir aux enfants et adultes, des spectacles complets. Dans sa quête d'un spectacle plus vivant que ce qu'il avait l'habitude de voir, il apporte énormément une touche personnelle à chaque fable qu'il partage. En direct, c'est tout son corps qui joue le spectacle. Il raconte des histoires, chante et je joue de la comédie.

Notons que le prochain rendez-vous, « Que le conte soit », se déroulera le 27 février.

Merveille Atipo

## NÉCROLOGIE

Le colonel Gérard Ebami Sala, la veuve Sala Ontoula née Moutsinga Chantal, Yvon Serge Ngankira, les enfants Sala Ontoula ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur petit-frère, époux, oncle et père, le capitaine Justin Sala Ontoula, survenu le 12 février 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Bondouango, cité Don Bosco à Massengo.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Del Martial Mombongo, agent des Dépêches de Brazzaville, informe parents, amis et connaissances du décès de son frère cadet Bijou Beauregard Joachim Mombongo, survenu le 10 février 2021 au CHU de Brazzaville.

Le deuil a lieu au domicile familial, sis, n° 16, de la rue Loango à Poto-Poto.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

**Mardi 23 février**

9h00 : levée de corps à la morgue municipale ;  
12h00 : messe en la basilique Sainte-Anne de Poto-Poto ;  
14h00 : inhumation Centre-ville  
16h00 : retour et fin de la cérémonie.



Antoine Mampassi, Serge Léopold Mougali Riper, colonel d'aviation à la retraite, Evelyne Moussounda et famille ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fille et nièce Thérésia Mougali, survenu le 16 février 2021 au CHU de Brazzaville. Le deuil a lieu au domicile familial, sis au n°78, de la rue Baya à Poto-Poto. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement. Union de prière.

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)



## DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL

## La Fifa inaugure le bureau Afrique centrale à Brazzaville

Gianni Infantino a procédé le 20 février au siège de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) à l'ouverture du bureau régional de développement de la Fifa pour l'Afrique centrale.

L'ouverture dudit bureau régional est l'aboutissement de l'accord de siège signé le 29 novembre 2019 entre le gouvernement congolais et la Fifa. Quinze mois après son premier passage à Brazzaville, Gianni Infantino a tenu ses promesses en dotant Brazzaville d'un bureau stratégique qui sert, en effet, d'examiner les différents programmes de développement soumis par les associations membres de la Fifa.

« C'est important que nous soyons présents. La Fifa est une organisation qui se veut être à l'écoute des fédérations. Nous devons travailler ensemble... On a déjà commencé avec notre programme Forward, un programme qui aide les fédérations et qui nous a permis de multiplier par cinq les investissements qu'on fait dans le football », a expliqué le président de la Fifa. Gianni Infantino, qui veut faire plus pour l'Afrique, a estimé que ce bureau régional va aider toutes les fédérations de



Le président de la Fifa et le ministre des Sports et de l'Éducation physique procédant à l'inauguration/Adiac

l'Afrique centrale et contribuer en même temps au rayonnement du football africain. Le président de la Fifa a aussi confirmé l'augmentation du nombre des sélections africaines lors de la phase finale de la Coupe du monde 2026. Il

passera de cinq à dix dont neuf seront directement qualifiés et le 10<sup>e</sup> passera par les barrages. Jean Guy Blaise Mayolas a exprimé toute sa gratitude au président de la Fifa et à ses collaborateurs qui ont œuvré pour l'installation du bureau régional

pour l'Afrique centrale à Brazzaville. « Nous pouvons désormais dire que nous sommes plus proches de la Fifa et nos différents projets seront mieux examinés et connaîtront un aboutissement heureux, pour un meilleur dé-

veloppement du football en Afrique centrale », a-t-il déclaré.

De son côté, Hugues Nguélon-délé a remercié, au nom du gouvernement, la Fifa pour ses multiples réalisations au Congo, citant notamment la rénovation du Centre technique d'Igné et l'installation des deux poules synthétiques.

Le Congo aspire grâce à la réalisation et à devenir l'épicentre du football de la sous région Afrique centrale, a-t-il souhaité. Le ministre compte par ailleurs sur l'appui de la Fifa pour la réalisation d'un certain nombre de projets. « Notre pays prépare, en concertation avec l'ensemble du mouvement sportif, une série de textes visant à créer les conditions idoines pour un développement harmonieux du sport et sa valorisation. Nous serons heureux de compter la Fifa parmi nos partenaires stratégiques; le football étant le sport roi », a rappelé le ministre.

James Golden Eloué

## KARATÉ

## Me Fiston Trebisse Moussa nommé sélectionneur national

Dans une décision signée le 15 février dernier, le président de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (Fecoka-ama), Louis Ondongo, a nommé Me Fiston Trebisse Moussa au poste d'entraîneur sélectionneur national des Diables rouges de la discipline.

Ceinture noire 5<sup>e</sup> dan, Me Moussa devra désormais sillonner tout le pays afin de réorganiser les différentes catégories des équipes nationales de karaté. Selon lui, il est nécessaire de reconstituer l'équipe nationale «senior», en faisant en sorte que les karatékas de

indiqué.

Ancien capitaine junior des Diables rouges, Me Fiston Trebisse Moussa qui est plusieurs fois champion du Congo et détenteur de plusieurs médailles d'or, sur le plan national et international, a déjà assumé les fonctions d'entraîneur. Il était ainsi manager national à partir de 2009 puis lors des Jeux africains en 2015. Grâce à ses diplômes de coach continental, il évoluera à ce poste durant les quatre prochaines années.

Notons que le président de la Fecoka-ama a, par la même occasion, nommé Me Victor Miakamihou au poste de préparateur physique national. En kumité senior homme, Me Djibril Ondongo a été retenu comme préparateur principal. Il est suivi par Me Juste Assala, tandis qu'en kumité junior-cadet homme, la responsabilité revient à Me Pricci Kibindza et Me Prevert Kitate. En katas hommes-dames, Gabriel Mombonda et Ibrahim Bah s'occuperont de la préparation des Diables rouges.

Rude Ngoma



tous les départements soient représentés. « Nous devons retrouver le carré d'as au niveau africain et retrouver la première place au niveau de la sous-région. Il faut former les entraîneurs dans chaque département », a-t-il

## FOOTBALL

## Gianni Infantino reçu par Denis Sassou N'Guesso

Le président de la Fédération internationale de football association (Fifa) s'est entretenu le 20 février avec le président de la République.

L'entretien entre les deux personnalités a porté sur l'accompagnement de la Fifa dans le développement du football au Congo et en Afrique, mais surtout comment accompagner le Championnat d'Afrique des nations (Chan) par l'instance mondiale du football.

Gianni Infantino a gratifié, à cette occasion, le président de la République de quelques présents, en l'occurrence un maillot n°10, estampillé Denis Sassou N'Guesso, un ballon de football et un fanion de la Fifa, ainsi qu'un pin's, symbolisant l'amitié entre la Fifa et le Congo. Le président de la Fifa, qui considère sa rencontre avec Denis Sassou N'Guesso comme



Le président de la Fifa offrant un maillot au chef de l'Etat

un moment exceptionnel, s'est entretenu également avec Hugues Nguélon-délé, ministre des Sports et de l'Éducation physique.

Le président de la Fédération in-

ternationale de football a loué les relations étroites qui lient désormais le Congo à son institution : « C'est exceptionnel, la collaboration que nous avons entre le gouvernement et la Fédération. Nous avons parlé des projets concrets que nous allons mettre en place ici à Brazzaville avec le président Mayolas et son équipe, mais aussi travailler la main dans la main avec le ministère et le gouvernement du Congo », a-t-il déclaré à sa sortie d'audience avec le ministre des Sports.

James Golden Eloué

« C'est exceptionnel, la collaboration que nous avons entre le gouvernement et la Fédération. Nous avons parlé des projets concrets que nous allons mettre en place ici à Brazzaville avec le président Mayolas et son équipe, mais aussi travailler la main dans la main avec le ministère et le gouvernement du Congo »

## PRÉSIDENTIE DU SÉNAT

## Bahati Lukwebo, candidat de l'Union sacrée

L'annonce a été faite ce vendredi 19 février, au terme d'une audience que le président de la République a offerte à Modeste Bahati Lukwebo élargie au bureau d'âge du Sénat.

Devant la presse, le président du bureau d'âge du Sénat, Mamboleo, complété par le rapporteur Reagan Bakonga, a fait part au chef de l'Etat de la situation presque calamiteuse qu'ils ont héritée à la Chambre haute du Parlement durant ce bref moment qu'ils en assument la gestion.

L'exemple le plus illustratif est celui de la Banque Equity BCDC qui réclame à la questure du bureau d'âge, un découvert bancaire de 5 millions de dollars américains. Au même moment, les hôpitaux conventionnés menacent d'arrêter la prise en charge médicale des Sénateurs pour raison d'insolvabilité de plu-



Modeste Bahati Lukwebo

sieurs mois », a renchérit Reagan Bakonga qui a ajouté que la liste n'est pas exhaustive. Il s'agit là d'une situation jugée catastrophique que le bureau d'âge a trouvée au Sénat après sa désignation. Il est à noter que pour des soupçons de détournement de deniers publics, le procureur général près la Cour de Cassation avait sollicité du bureau l'autorisation de procéder à l'audition d'Alexis Thambwe Mwamba.

Plusieurs autres questions dont le calendrier de l'élection du bureau définitif du Sénat et la suite à donner à la motion contre le premier vice-président Samy Badi-

banga ont été évoquées. A toutes ces questions, des options claires ont été levées et seront rendues publiques dans les jours qui suivent, a martelé le rapporteur du bureau d'âge de la Chambre haute.

S'agissant du ticket de l'Union sacrée au bureau du Sénat que doit conduire Modeste Bahati Lukwebo avec Samy Badibanga comme adjoint, les autres candidats membres de l'Union sacrée ayant postulé à divers postes au bureau de la Chambre haute, connaîtront leur sort dans les prochaines heures.

Alain Diasso

## PME

## Les lauréats du concours d'éligibilité au financement récompensés

A l'occasion de la cérémonie relative à la proclamation, le 19 février, au Pullman Hôtel, des résultats du concours initié dans le cadre du Projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises (Copa), le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, sous le patronage duquel s'est déroulée la manifestation, s'est fait représenter par son directeur de cabinet nouvellement nommé, M. Guylain Nyembo.

Après la série d'allocutions dont celles du Représentant de Delotte, du directeur des opérations de la Banque mondiale et du ministre des PME, le représentant du président de la République, M. Guylain Nyembo, a remis un chèque symbolique au représentant des lauréats de l'ordre de 55 000 dollars USD. La problématique du financement des micro, petites et moyennes entreprises congolaises, faut-il le rappeler, a toujours été au centre des préoccupations du chef de l'Etat qui, plus d'une fois, n'a cessé d'exprimer son ambition de promouvoir le secteur des PME aux fins de leur permettre non seulement de réduire les inégalités sociales via la création d'emplois mais aussi de faire face aux multiples difficultés auxquelles elles sont confrontées notamment l'accès aux crédits bancaires limités, le taux élevé d'intérêts, etc.

Le gouvernement de la République, rappelons-le, avait reçu récemment un crédit de la Banque mondiale - remboursable à long terme - de l'ordre de 100 millions de dollars américains destiné au financement du Projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises. L'objectif visé est d'appuyer la croissance des PME et d'accroître les opportunités d'emplois et d'entrepreneuriat en faveur des jeunes et des femmes dans les villes de Kinshasa, Matadi, Goma et Lubumbashi. Outre cela, le projet aspire à subventionner 500 PME avec une enveloppe allant de 50 000 à 100 000 dollars américains. C'est dans ce contexte qu'il faudrait situer le lancement, le 16 octobre 2020, du concours de plans d'affaires (Copa) à l'intention des PME établies dans les villes précitées afin de leur faire bénéficier des subventions y relatives.

Plusieurs officiels ont pris part à cette cérémonie de remise du prix du concours de sélection et d'éligibilité au financement organisé par le ministère des PME. Une cérémonie qui traduisait la ferme volonté du chef de l'Etat de promouvoir le secteur privé en conformité avec sa vision de développement telle que circonscrite dans le slogan « le peuple d'abord ».

A.D.

## COVID-19

## Remise des matériels et intrants de lutte contre la pandémie

Le coordonnateur du Secrétariat technique du Comité multisectoriel de la riposte à la pandémie de covid-19 (ST/CMR-covid-19), le Pr Jean-Jacques Muyembe Ntamfum, accompagné du chef de section logistique de la riposte et du directeur-pays de l'ONG internationale Village Reach, a remis le 17 février un lot important de matériels et médicaments de lutte contre la covid-19 à la province du Haut-Uélé.

La distribution concerne toutes les provinces affectées par le Coronavirus. D'après le président de la section logistique, Jeannot Migunde Beghu cinq provinces ont déjà reçu des médicaments, selon une programmation de la section logistique du ST/CMR-covid-19. Il s'agit de Kinshasa, Mai-Ndombe, Kongo central, Kwilu et Equateur. Ces matériels qui sont un don du gouvernement congolais ont été mobilisés avec l'appui de Village Reach en vue de permettre à la province de Haut-Uélé de lutter contre la covid-19. Pour le directeur-pays de Village Reach, Freddy Nkossy, son institution collabore avec le Secrétariat technique de la riposte afin de l'accompagner dans ces différentes interventions.

Aussitôt arrivé, la délégation du Pr Muyembe a été accueillie à l'aéroport d'Isoiro par le gouverneur de province, Christophe Baseane Nangaa, accom-

pagné de son ministre provincial de la Santé avec qui ils se sont entretenus autour de l'acquisition d'un laboratoire fonctionnel capable de s'occuper des activités à la fois de santé publique et cliniques, de la remise de ces matériels et intrants, ainsi que des perspectives prometteuses de développement après sa dernière mission en Corée du Sud. Au sujet de l'installation des laboratoires en provinces, le Pr Muyembe a souligné que l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) a déjà installé un grand laboratoire au Nord-Kivu avec des succursales à Butembo et à Beni. « C'est d'ailleurs grâce à ces laboratoires qu'on a pu détecter à temps la maladie à virus Ebola qui sévit actuellement dans cette province », a-t-il déclaré. Le Pr Muyembe compte sur l'appui du gouvernement de la République et des partenaires afin d'étendre le projet des laboratoires performants dans

toutes les provinces de la République démocratique du Congo. La province du Haut-Uélé occupe la neuvième place des provinces touchées par la covid-19 en RDC avec quatre-vingt-quinze cas. Le coordonnateur du Comité multisectoriel de la riposte à la pandémie de covid-19 avait auparavant effectué une escale à Bunia dans la province de l'Ituri, où il a profité de l'occasion pour s'entretenir avec le gouverneur de la province, Jean Bamanisa, accompagné de son ministre provincial de la Santé. En Ituri, les deux hôtes ont échangé sur la réhabilitation du laboratoire afin de faciliter les analyses et la détection rapide de la covid-19, ainsi que de différentes maladies qui sévissent dans cette province. Le Dr Muyembe a déclaré que, dans les prochains jours, une équipe d'experts de l'INRB sera dépêchée en Ituri.

Blandine Lusimana

## GOUVERNEMENT

## Le Premier ministre en consultation

La publication du gouvernement doit intervenir autour de la prochaine rentrée parlementaire prévue pour le 15 mars.

Une semaine après sa nomination, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde se lance dans la consultation des forces politiques de la République démocratique du Congo en vue de la formation de son gouvernement. Le début des dites consultations est prévu pour ce 22 février alors que leur durée n'est pas connue. Le communiqué officiel du Premier ministre faisant état des consultations est également resté muet sur le calendrier.

« J'ai le privilège de porter à la connaissance des responsables des partis politiques, des regroupements politiques, ainsi que des organisations socio-professionnelles et de la société civile que des consultations

en vue de la constitution du gouvernement débutent ce lundi 22 février 2021 à Kinshasa », a précisé le Premier ministre dans son communiqué. Des invitations seront lancées aux différents groupes concernés.

Lors de sa nomination, Jean-Michel Sama Lukonde avait estimé à un mois le temps nécessaire pour la composition de son gouvernement. La prochaine rentrée parlementaire prévue à la date du 15 mars avait été prise comme référence également en perspective de l'investiture de la nouvelle équipe gouvernementale à l'Assemblée nationale. Récemment, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, avait déclaré urgente la mise en place

du gouvernement de l'Union sacrée compte tenu des attentes de la population congolaise. Dans l'opinion congolaise, l'on estime que la publication de la liste du gouvernement servira de premier test de la solidité de la nouvelle coalition au pouvoir.

La nouvelle équipe gouvernementale annoncée moins éléphantinesque que la précédente réservera une place de choix à la jeunesse et à la femme. En outre, elle doit apporter une preuve supplémentaire de la rupture de la coalition Cach-FCC et de surcroît offrir de nouvelles perspectives à l'exécutif national attendu particulièrement sur l'amélioration du volet social de la population.

Jules Tambwe Itagali

## HUMEUR

## Le métier de gardiennage nécessite des améliorations

Hormis quelques rares sociétés existantes sur le territoire national, qui parfois manquent des équipements modernes du genre : alarmes, caméras de surveillance, détecteurs, le constat est que ce métier de gardiennage est encore archaïque, car il se pratique encore de façon artisanale. Du vestimentaire en passant par la rémunération et d'autres accessoires que devrait avoir l'agent du gardiennage pour assurer sa fonction de surveillance et de protection d'une ou des propriétés, la chose est encore regrettable. Constatons-le par des faits.

Hier, nombreux étaient des vieux d'un certain âge qui embrassaient volontiers ce métier. On les voyait la nuit ou le jour devant telle ou telle propriété ou tel ou tel patrimoine en train de veiller à la protection et à la sécurité des biens. Ce gardien n'avait ni tenue conforme pour affronter des intempéries ni autres accessoires pour protéger et se protéger lui-même. Ces vieux se plaignaient toujours de la façon qu'ils étaient traités sur le plan de la rémunération, car selon eux cela ne répondait pas au volume du travail qu'ils exerçaient. D'où, de nombreux vieux ont quitté ce métier.

Aujourd'hui, ce sont des jeunes qui l'ont intégré. En tout cas, rien n'a changé car les lamentations restent les mêmes. Et quand on côtoie ces jeunes, ils se disent être maltraités. Pas d'équipements de travail, manque de guérite pour s'abriter en cas de pluies la nuit même le jour, des licenciements abusifs, une rémunération ne tenant pas compte du contexte et variant généralement de 25.000 FCFA à 40.000 FCFA. Et rares sont ceux qui atteignent 50.000 FCFA, pas de contrat même à durée déterminée, aucune prime d'encouragement, pas de code déontologique et autres.

Le problème soulevé ici est celui de voir un jour ce corps de métier quitter cet état informel pour être légal et institutionnalisé, bref sa réforme par les pouvoirs publics, car ne pas le faire, c'est laisser libre cours à certaines gens de faire travailler cette couche juvénile sans se préoccuper de l'amélioration de leur condition de travail et de leur bien-être socio-familial. Ces jeunes qui courent de nombreux risques des nuits en s'opposant farouchement à des groupes de braqueurs et de bandits de grands chemins qui ont pour seul objectif de « neutraliser » le gardien pour voler tout ce qui leur semble important. Quel danger !

Ceci étant, l'implication de ceux qui ont en charge le vote des lois et celle du ministère de l'Intérieur pour donner une forme « civilisée et moderne » à ce corps de métier qui est le gardiennage. Ce métier est resté trop longtemps dans un archaïsme notoire. C'est ce qui fait que ces jeunes se plaignent nuit et jour car ils sont à la merci de certaines gens. Et pourtant, ce corps de métier, para-police, peut, avec sa réforme légale, créer beaucoup d'emplois car il protège des lieux publics ou privés, des biens ou des personnes. Ce corps de métier assure, en général, trois rôles principaux, notamment la surveillance des lieux et des biens (rondes de prévention et de détection des risques), les vérifications (lieux, équipements, systèmes de sécurité et de prévention) et le contrôle d'accès (filtrage de personnes/d'objets, contrôle de conformité d'entrée et de sortie, délivrance d'autorisations, etc.).

Les rôles et responsabilités des agents de gardiennage ont considérablement évolué ces dernières années. De nombreuses sociétés y ont recours pour prévenir les pertes dues aux vols ou anticiper et gérer des phénomènes de violence ou encore de vandalisme. Le gardien assure aussi un contrôle d'accès des visiteurs, clients ou encore du personnel sur le site

Ainsi donc, sortons ce corps de métier de cet état d'archaïsme, car son importance est grandissante du jour au jour.

**Faustin Akono**

## CONSEILS LOCAUX

Les sénateurs échangent avec leur base sur la 9<sup>e</sup> session ordinaire

Le collectif des sénateurs de Pointe-Noire, conduit par le vénérable Jean Félix Tchicaya, a effectué une descente parlementaire en marge des travaux de la 11<sup>e</sup> session ordinaire du conseil départemental et municipal.



Le présidium de la cérémonie

Edifiant les conseillers départementaux et municipaux sur la synthèse des travaux de la 9<sup>e</sup> session ordinaire du Sénat, le vénérable Victor Foudi a signifié que 36 affaires ont finalement constitué l'ordre du jour de ladite session dont 30 ont été traitées et 6 renvoyées à la prochaine session.

Pour les affaires traitées, poursuit-il, il s'agit du projet de loi autorisant la ratification du protocole à l'acte constitutif de l'Union africain relatif au parlement panafricain ; du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le gou-

vernement de la République du Congo et le gouvernement de la République populaire de Chine pour l'élimination de la double imposition concernant les impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales ; le projet de loi portant institution de l'assurance obligatoire des risques sportifs et autres affaires.

Dégageant pour sa part l'importance de ces retrouvailles, le vénérable Jean Félix Tchicaya a rappelé que les sénateurs sont élus par les conseillers départementaux et municipaux, en leurs qualités

de représentants du peuple au niveau de la chambre haute du parlement. Cela est normal qu'après chaque session du sénat ces derniers rendent compte à leurs mandants. « Cette descente parlementaire représente un devoir pour les élus que nous sommes, après cette rencontre, les conseillers départementaux et municipaux sont amenés à leur tour à effectuer des descentes auprès du souverain primaire en vue de rendre compte à leur tour des conclusions des travaux du sénat », a-t-il déclaré.

**Séverin Ibara**

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Albanie, 20<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Lionel Samba était remplaçant au coup d'envoi de la victoire du Bylis Ballsh chez l'Apolonia Fier (1-0). La première victoire du club depuis le 27 décembre.

Allemagne, 22<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division

Malgré l'entrée de Sylver Ganvoula à la mi-temps, Bochum chute à Erzgebirge Aue (0-1). Bochum, 2<sup>e</sup> avec 42 points, pourrait perdre sa 2<sup>e</sup> place en cas de succès de Kiel ce dimanche.

Angleterre, 25<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Dans le derby de la Mersey, Everton l'emporte à Anfield Road (2-0). Face aux Reds, Niels Nkounkou est resté sur le banc. Les Toffees rejoignent le champion sortant à la 7<sup>e</sup> place.

Angleterre, 31<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division

Nottingham Forest fait l'essentiel face à Blackburn (1-0). Brice Samba, titulaire, et ses co-équipiers continuent de creuser l'écart sur la zone de relégation.

Han-Noah est resté sur le banc lors du revers de Bristol face à Barnsley (0-1).

Bristol est 15<sup>e</sup> avec 39 points, devant Nottin-

gham, 17<sup>e</sup> avec 36 points.

Angleterre, 30<sup>e</sup> journée, 3<sup>e</sup> division

Swindon Town souffre mais l'emporte face à Crewe Alexandra (2-1). Titulaire, Christopher Missilou a été remplacé à 1-1 à la 73<sup>e</sup>. Relégable avant le match, Swindon sort ainsi de la zone rouge.

Angleterre, 30<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division

Oldham prend un point à Tranmere (2-2). Titulaire, Dylan Bahamboula, crédité de la passe décisive sur le premier but de son équipe, a sauvé le score à la 78<sup>e</sup> d'un but venu d'ailleurs : dos au but, il élimine deux défenseurs d'un double contact, se retourne et place une frappe enroulée dans la lucarne opposée. Sa 3<sup>e</sup> réalisation de la saison pour 8 passes décisives en 24 matches.

Offrande Zanzala est entré à la 64<sup>e</sup> lors du match nul de Carlisle à Salford (1-1).

Carlisle est 9<sup>e</sup> avec 43 points, contre 35 points pour les Latics, 17<sup>e</sup>.

Azerbaïdjan, 16<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Kevin Koumbemba, averti à la 36<sup>e</sup> et remplacé à la 85<sup>e</sup>, Sabah chute à Sebail (0-2). Sabah est lanterne rouge avec 14 points.

**Camille Delourme**

## DIPLOMATIE

## Les chefs d'Etat de la CEEAC et de la Cirgl vont se réunir à Luanda



Denis Sassou N'Guesso et Gilberto Da Piedade Verissimo lors de l'entretien

Le chef de l'Etat congolais, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Denis Sassou N'Guesso, a reçu le 19 février à Brazzaville le président de la commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo.

Les deux personnalités ont parlé du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

(Cirgl) qui se tiendra le 27 février prochain à Luanda en Angola. « Je suis venu préparer ce sommet, en rapport avec les conclusions de celui tenu le 29 janvier dernier. La situation politique et sécuritaire en Centrafrique constitue l'un

«...La situation politique et sécuritaire en Centrafrique constitue l'un des points phares de ces assises »

des points phares de ces assises », a expliqué le président de la commission de la CEEAC.

Le sommet de Luanda sera focalisé sur la République centrafricaine où la situation politique et sécuritaire oblige les dirigeants de la sous-région à prendre des décisions nécessaires aux fins de ramener la paix dans ce pays.

La Rédaction

## MÉMORIAL PIERRE SAVORGNAN DE BRAZZA

## La société pétrolière ENI Congo déterminée à accompagner le temple d'arts

La société pétrolière ENI s'est engagée à accompagner le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza. L'annonce a été faite par le nouveau directeur général de cette société pétrolière italienne au Congo, Mirko Araldi, lors de sa visite au Mémorial.

A quelques jours de l'inauguration du second module du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, le nouveau directeur général (DG) de la société pétrolière ENI Congo, Mirko Araldi, a pris contact avec la directrice générale de cette institution, Bélénda Ayessa.

Mirko Araldi a profité de l'occasion pour s'incliner devant la sépulture de l'illustre explorateur franco-italien, Pierre Savorgnan de Brazza, et de sa famille, de même qu'il a visité le second module qui n'attend plus que son inauguration. Mirko Araldi pense qu'il est important pour sa société d'accompagner les efforts de cette institution dans la pérennisation des traces de la mémoire collective.

Témoignant la grandeur de Pierre Savorgnan de Brazza après s'être incliné devant sa sépulture, le DG de la société ENI Congo, a exprimé son émotion : « L'émotion est grande. C'est un peu dans l'atmosphère très solennelle que l'on a rapproché la tombe qui donne la sensation de la grandeur de la personne qui repose là-dedans. Je pense que tout a été bien étudié et organisé pour donner la juste solennité qu'il faut pour se rapprocher d'un personnage aussi important, Pierre Savorgnan de Brazza. »

Quant au second module abritant le complexe culturel du Congo qui sera incessamment inauguré, le DG de la société ENI Congo pense qu'il propose un cadre d'éducation et de promotion culturelle aux Congolais et autres personnes qui le côtoieront. « On a partagé et discuté avec la directrice générale du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza sur



Le DG de la société ENI Congo et la DG du Mémorial (crédit photo/DR)

l'importance de ce complexe. Il y aura beaucoup d'événements qui vont développer la culture de tous les peuples dans l'esprit de De Brazza. C'est important que ce complexe devienne un centre où nous allons développer la culture de n'importe quel pays dans l'esprit de la coopération. Le complexe culturel du Congo apportera donc une prévalence dans la connaissance de l'histoire et des cultures africaines et celles d'ailleurs. »

### L'ambassadeur d'Espagne rend hommage au fondateur de Brazzaville

Le nouvel ambassadeur d'Espagne au Congo avec pour résidence Kinshasa, Carlos Robbes Fraggá, qui a foulé pour la première fois le sol brazzavillois, s'est rendu au Mémorial Pierre Savorgnan de

Brazza où, il s'est incliné devant la tombe de l'explorateur franco-italien, qu'il considère comme un homme vertueux. Cette visite au mémorial s'explique aussi par le fait que le diplomate espagnol a tenu à apprendre l'histoire de la capitale et à revisiter le parcours atypique de son fondateur. Une histoire qu'il a apprise à travers une entrevue avec Bélénda Ayessa. Le diplomate espagnol, après avoir compris la philosophie de la non-violence qui caractérisait l'explorateur franco-italien, à chacune de ses explorations en Afrique, a livré ses impressions. « C'est pour la première fois que je suis à Brazzaville et j'ai eu à cette occasion le plaisir et l'honneur d'être ici à la tombe de son fondateur. Je suis très content et c'est pour moi un honneur.

Car, c'est un homme qui, évidemment, a fait une histoire importante dans la vie africaine. »

Pour Carlos Robbes Fraggá, De Brazza a su trouver une voie de pacification nécessaire à la consolidation des rapports en tous les hommes appelés à vivre en communauté. « C'est une réflexion qui s'applique aussi à mon pays. Il faut faire tous les efforts pour qu'il y ait de la paix et de la stabilité qui aident tout le monde. Je pense que la vie de l'explorateur franco-italien est un bel exemple. La directrice générale m'a remis un très bon livre : L'épopée de De Brazza, pour me permettre la connaissance plus large et plus profonde de Pierre Savorgnan de Brazza, surtout que je suis un fervent lecteur », a souligné le diplomate espagnol.

Bruno Okokana

## RÉFLEXION

## Le golfe de Guinée, cible et enjeu stratégique

Chaque jour qui passe confirme que la communauté internationale dans son ensemble, et pas seulement la communauté africaine, prend la juste mesure de la position stratégique qu'occupe le golfe de Guinée à la jonction des deux hémisphères du globe terrestre. En témoignent les rapports d'experts qui se multiplient au fil des mois et précisent l'enjeu que constitue ce point de passage obligé pour la dizaine de pays du continent dont le territoire borde cet immense espace maritime, mais aussi pour les nations des cinq continents dont les navires empruntent régulièrement cette voie de passage qui est l'une des plus importantes de la planète.

S'ils dénoncent à juste raison la menace croissante que font peser sur le commerce mondial les actions des pirates

qui attaquent de plus en plus souvent les bateaux afin d'en piller le contenu ou de prendre leurs marins en otages, les observateurs de cette partie du monde soulignent aussi le fait que la sécurité du golfe de Guinée devient un enjeu majeur pour l'Afrique centrale, pour le Bassin du Congo, mais également pour l'Afrique occidentale et pour l'Afrique australe dont une bonne partie du commerce, des échanges avec les autres continents transite par cette voie maritime. Avec, en arrière-plan de ces analyses, la question essentielle de la sécurité, de la protection des équipages, de la lutte contre la piraterie, du développement des ports petits et grands qui jalonnent cet immense espace, bref du développement présent et à venir d'une zone géographique où vivent des centaines de millions d'êtres humains.

Ce qui apparaît clairement au terme de l'examen attentif des rapports et des études dont il est ici question, c'est bien le fait que le golfe de Guinée n'est pas défendu, protégé comme il devrait l'être logiquement en raison de la position stratégique qu'il occupe sur la scène géopolitique. Ceci, d'abord, parce que les pays de cette région du continent africain ne s'accordent pas réellement, efficacement pour la protéger ; ensuite, parce que la communauté internationale n'a pas encore pris la juste mesure de l'enjeu que constitue la sécurisation du golfe de Guinée : enfin, parce que l'attention des observateurs de la scène stratégique africaine est centrée aujourd'hui sur la zone du Sahel et du Sahara où se livre une bataille historique contre l'extrémisme et non sur le golfe de Guinée dont l'importance stratégique est pourtant beaucoup plus grande.

A ce niveau de raisonnement une évidence s'impose : les grands ports de cette partie de l'Océan Atlantique vont devoir s'organiser, se structurer, mieux s'équiper afin de permettre aux forces navales des pays concernés de la protéger plus efficacement contre les menaces dont elle est l'objet. Une évidence qui concerne très directement le Congo car le port de Pointe-Noire sera certainement demain l'un des pivots, sinon même « le » pivot du système de défense qui protégera le golfe de Guinée.

Soit dit, ou plutôt écrit, en conclusion de cette réflexion, tel est bien le message que Denis Sassou N'Guesso a adressé ce week-end non seulement à ses pairs africains, mais également aux dirigeants du monde entier lors de son séjour dans la ville océane.

Jean-Paul Pigasse